

Bulletin d'histoire politique

Bref historique du mouvement étudiant au Québec (1958-1971)

Lysiane Gagnon



Volume 16, numéro 2, hiver 2008

Les mouvements étudiants des années 1960

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1056135ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1056135ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gagnon, L. (2008). Bref historique du mouvement étudiant au Québec (1958-1971). *Bulletin d'histoire politique*, 16(2), 13–51.
<https://doi.org/10.7202/1056135ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2008

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Bref historique du mouvement étudiant au Québec (1958-1971)

LYSIANE GAGNON
Journaliste, La Presse

Maints historiens déplorait depuis longtemps que le manuscrit de Lysiane Gagnon sur l'histoire du mouvement étudiant québécois soit, trente-cinq ans après sa rédaction, toujours inédit. Écrit en 1971 pour servir de base documentaire au film d'Alain Dostie, (C'est votre plus beau temps, 1973), il était resté depuis ce temps dans les cartons de l'Office national du film. Avec la généreuse permission de l'auteure et de l'ONF, le Bulletin d'histoire politique a décidé de publier ce texte, qui récapitule les étapes de la radicalisation progressive du mouvement étudiant.

*

* *

Jusqu'au début des années 1960, les étudiants n'étaient pas considérés comme une « classe sociale », ni comme un groupe susceptible de jouer un rôle dans la société. Leurs activités se limitaient au domaine des sports, les joutes interuniversitaires canalisant parfois certaines aspirations nationalistes (exemple, les « finales » de hockey entre McGill et Montréal), ainsi qu'au domaine des loisirs, de la littérature, du théâtre et des arts. Les associations étudiantes, qui existaient notamment à Laval et à l'Université de Montréal, avaient essentiellement pour but d'organiser certaines activités para-académiques (le carnaval annuel par exemple), et aussi de servir de tremplin à des étudiants qui songeaient à s'orienter en politique, le nombre de dirigeants politiques qui se sont fait connaître à l'AGEL ou à l'AGEUM en témoigne. En ce sens, les associations d'étudiants universitaires constituaient de véritables « écoles de politique », politique étant ici entendu dans un sens de politique électorale traditionnelle. (On verra d'ailleurs que, par la

suite, au cours des années 1960, les associations étudiantes ont conservé ce rôle de tremplin.) Aux yeux du public, les étudiants avaient alors une image assez sympathique et inoffensive : c'étaient les « carabins » à qui on pardonnait volontiers quelques fresques... ils « profitaient de leur jeunesse » avant de déboucher, parchemin en mains, sur le marché du travail et dans le monde « sérieux » des adultes.

L'AMORCE D'UN CHANGEMENT

C'est vers la fin des années 1950 (plus précisément au moment où le régime duplessiste commençait d'être sérieusement contesté par plusieurs corps intermédiaires et par des journaux comme *Le Devoir*) que se manifeste l'amorce d'un changement en milieu étudiant... où, exception faite de quelques intellectuels marginaux qui participaient de près ou de loin au courant de *Cité Libre* ou du PSD, on n'était guère porté à la critique du régime politique.

Signalons le rôle de « suppléance » que jouait, dans ce contexte, la Jeunesse étudiante catholique, assez solidement implantée dans les collèges classiques. La JEC avait déjà mis en place ce qui allait plus tard devenir la Presse étudiante nationale (PEN), la Corporation des escoliers griffonneurs, et organisé quelques ciné-clubs. Dans les collèges et les instituts familiaux, les militants de la JEC lançaient des idées inspirées de Mounier : le rôle du chrétien dans la cité, le rôle des laïcs dans l'Église, etc. La JEC n'était pas nationaliste. En milieu étudiant, une autre association lui faisait contrepoids sur ce plan : l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française, contrôlée par l'Ordre de Jacques-Cartier.

En 1957, pour protester contre le refus de Duplessis d'accepter des subventions fédérales aux universités, les étudiants de toutes les universités québécoises déclenchent une grève de 24 heures. C'était en même temps contester le gouvernement Duplessis et protester contre le fait que les universités se trouvaient entravées dans leur développement faute de fonds. À la suite de cette grève, trois étudiants de l'Université de Montréal (Francine Laurendeau, Jean-Pierre Goyer et Bruno Meloche) vont faire le pied de grue dans l'antichambre du bureau du premier ministre, dans le but de lui faire part des revendications des étudiants. Les « trois » ont l'appui des associations d'étudiants universitaires. Pendant trois mois, ils se présenteront au bureau de Duplessis sans que ce dernier ne leur accorde une entrevue. Cette occupation symbolique durera jusqu'à l'été. (Signalons que le président de l'AGEUM, cette année-là, s'appelait Jean Cournoyer.)

L'année suivante, plusieurs milliers d'étudiants manifestent dans les rues de Montréal contre l'augmentation des billets de tramway. Chez les étudiants les plus informés, on commence à se préoccuper sérieusement de ce qui se passe au Québec, on suit de très près la grève de Radio-Canada, on lance les Jeunesses sociales-démocrates (où militent vers cette époque quelques-uns des futurs leaders de la PEN et de l'AGEUM). Le *Quartier Latin*, sous la direction de Pierre Martin, est devenu un organe de critique du régime duplessiste. Dans les collèges montréalais, il se produit une certaine libéralisation en ce qui concerne la littérature et les arts : dans les journaux étudiants, c'est l'époque des poèmes. Les journaux collégiaux n'abordent pas la question politique (les rédacteurs dans l'ensemble ne s'y intéressent guère, et de toute façon, les règlements l'interdiraient), mais on commence à se poser des questions en ce qui concerne, par exemple, la morale traditionnelle : les fréquentations garçons-filles, l'Index, le mariage étudiant, etc. Chez les étudiants dits « intellectuels », le courant qui prédomine, c'est l'anticléricalisme, le besoin d'abolir la censure du livre, du cinéma. À noter qu'on ne remet pas en question le principe d'autorité qui régit les maisons d'enseignement : on se satisfait que la direction se montre plus ouverte, plus libérale. On revendique très peu, et d'ailleurs les outils manquent, puisque dans les collèges, les étudiants ne sont pas organisés.

À l'Université, on commence, timidement, à parler de « syndicalisme étudiant ». Le *Quartier Latin* publie la Charte de Grenoble (adoptée par l'Union nationale des étudiants français après la guerre), qui porte sur « les droits et devoirs de l'étudiant », considéré comme « un jeune travailleur intellectuel ». On parle de liberté académique (le droit à l'expression pour les professeurs et pour les étudiants, ce qui équivaut justement à ce besoin d'une société plus libérale dont on parlait plus haut), on commence à s'intéresser à la question du présalaire, à celle de la gratuité scolaire.

Comme au cours des années précédentes, c'est autour de la Faculté de droit que s'organisent les revendications étudiantes ; c'est d'ailleurs là que se forme le comité d'éducation de l'AGEUM, comité qui prendra une importance considérable dans la définition du syndicalisme étudiant. Ce concept, alors nouveau au Québec, s'inspirait, on le sait, de la Charte de l'UNEF. C'est au comité d'éducation qu'on travaille à adapter ces principes à la société québécoise, plus précisément à l'étudiant québécois. Les revendications charriées par le syndicalisme étudiant resteront longtemps essentiellement bourgeoises : ainsi, la lutte sera centrée sur l'objectif de la gratuité scolaire, plus précisément sur l'abolition des frais de scolarité des universités. Les politiciens eurent ensuite beau jeu de rétorquer que la collectivité québécoise n'avait pas les moyens de défrayer les études universitaires des fils de la classe

bourgeoise et de la classe « moyenne », les seuls, pratiquement, à pouvoir se rendre jusqu'à l'université. Néanmoins, on verra que chez les étudiants les plus politisés, la lutte pour la gratuité scolaire à tous les niveaux débouchera sur un autre plan, d'inspiration sociale celui-là : pour eux, l'abolition des frais de scolarité à l'université entraînerait logiquement la socialisation des professions. Dans la mesure où le peuple « paierait » la formation des futurs « professionnels », ces derniers devraient accepter certaines formes d'étatisation du droit, de la médecine, etc., réviser leur conception de l'administration publique. Mais on verra tout à l'heure que si l'objectif de la gratuité scolaire a pu galvaniser, à certains moments, des milliers d'étudiants, le principe de la socialisation des professions n'a jamais réellement touché l'ensemble du monde étudiant.

LE DÉBLOCAGE

Reprenons le fil des événements. Duplessis mort, Sauvé accède au pouvoir. Ce sont les « 1 000 jours » qui constitueront l'amorce d'un immense déblocage au Québec. Les tendances déjà latentes en milieu étudiant vont prendre de l'ampleur.

1960 : simultanément, on assiste à la victoire du Parti libéral, à l'émergence du mouvement indépendantiste (le Rassemblement pour l'indépendance nationale [RIN] est fondé l'année suivante), à la naissance, à travers le Québec, des boîtes à chansons (c'est quelques jours seulement avant la mort du premier ministre Sauvé que s'ouvrait, à Val-David, la première « boîte », la Butte à Mathieu).

C'est donc à la faveur des débuts de la « révolution tranquille » que se développe le mouvement étudiant, et qu'émergent les véritables pionniers du syndicalisme étudiant : Bernard Landry, d'abord président de la Faculté de droit, qui allait devenir en 1962 président de l'AGEUM ; Pierre Marois, d'abord président du comité d'éducation de l'AGEUM, qui allait ensuite succéder à Landry à la présidence de l'Association ; et puis les jeunes journalistes étudiants qui allaient œuvrer soit au *Quartier Latin* (Jacques Guay, Jacques Girard, etc.), soit dans les journaux de collèves et à la Presse étudiante nationale (Gilles Gariépy, Paule Beaugrand-Champagne, etc.).

L'expansion du mouvement étudiant se trouve favorisée par l'octroi de nouveaux crédits au système d'enseignement et aux universités, par la fondation de la Commission Parent (dont les travaux vont marquer toute la décennie) en même temps que par l'importance que l'opinion publique accorde soudainement à cette nouvelle « classe », la jeunesse. Du coup, l'éducation devient l'une des priorités du nouveau gouvernement : dans ce contexte

où la réforme scolaire est à l'ordre du jour, où l'une des principales « clés » du développement du Québec est l'augmentation du niveau de scolarité, les étudiants québécois vont se trouver en quelque sorte complices d'un gouvernement réformiste, vis-à-vis de la petite bourgeoisie conservatrice et des éléments réactionnaires de la société.

À l'AGEUM, la révolution tranquille se fait sur deux plans : animée par Landry et Marois principalement, et appuyée vigoureusement par le *Quartier Latin* dirigé par Jacques Guay, puis par Jacques Girard, toute une équipe de futurs jeunes technocrates travaille sur la notion de syndicalisme étudiant et imprime à l'AGEUM un nouveau style de pensée et d'action ; d'autre part, la Société artistique de l'AGEUM connaît un réveil avec Pierre Maheu, Stéphane Venne, Denys Arcand, et devient le lieu privilégié d'une certaine prise de conscience qui s'incarne en premier lieu dans le cinéma et dans la chanson. C'est aussi l'époque des farouches luttes anticléricales (exemple, le fameux débat public entre la direction du *Quartier Latin* et « le notaire Poupart », le combat pour mettre au menu de la cafétéria du centre social de la viande le vendredi, pour enlever la censure du cinéma, etc.).

La Corporation des escoliers griffonneurs, de son côté, évolue rapidement. En deux ans (de 1960 à 1962), elle se détachera de la JEC, prendra le nom de PEN, doublera son efficacité (par la création de sections régionales), intégrera les journaux des étudiants universitaires, et consacrera... le principe de la « mixité » ! Pour la première fois, en effet, on organise des « camps » (sessions d'étude) mixtes. En même temps, les journalistes étudiants commencent à s'intéresser à l'information proprement dite (information qui, loin d'aboutir à une critique du gouvernement libéral... avec lequel on est globalement d'accord, porte d'abord sur les problèmes propres aux étudiants), et à délaisser « la littérature » qui jusque-là avait été le principal centre d'intérêt des journaux collégiaux. C'est vers cette époque qu'on aborde les problèmes techniques du journalisme étudiant (comment faire des titres, etc.), à la lumière des principes du syndicalisme étudiant.

En août 1962, Robert Gratton succède à Gilles Gariépy à la présidence de la PEN, et lance au congrès annuel l'idée des associations générales dans les collèges, les instituts familiaux, les écoles d'infirmières, les écoles normales (en somme, au niveau pré-universitaire). C'est le thème autour duquel s'axera une large partie de l'information distribuée en milieu étudiant : la nécessité de s'organiser. De 1962 à 1964, il se créera dans plusieurs maisons d'enseignement des « AGE ». ... mais le mouvement reste circonscrit aux régions les plus dynamiques : Montréal et sa banlieue, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, et, dans une certaine mesure, le Nord-Ouest. À Québec et dans les Cantons de l'Est, l'idée prendra davantage de temps à s'implanter.

1964 : fondation de la Fédération des associations générales des étudiants des collèges classiques du Québec (FAGECQ), en même temps qu'on assiste à la naissance d'associations chez les étudiantes-infirmières et les normaliens.

On peut déjà dégager de ce mouvement quelques constantes :

- Tous les leaders (qu'ils soient de l'AGEUM, de la PEN ou de la FAGECQ) sont plus ou moins touchés par le néo-nationalisme, et dans l'ensemble fort sympathiques au RIN. Mais ils évitent de prendre position sur la question constitutionnelle, à la fois pour ne pas se dissocier trop brusquement de leurs membres, et parce qu'ils restent attachés aux tendances de la « révolution tranquille », incarnée par deux ministres : Paul Gérin-Lajoie et René Lévesque.
- Derrière ces leaders prestigieux, articulés et bien informés, la « majorité » reste « silencieuse », et les mouvements étudiants, bien structurés en apparence, ne sont pas profondément implantés en milieu étudiant : si la manifestation anti-Gordon, devant le CN (en 1962) rallie des centaines d'étudiants, si beaucoup s'éveillent au niveau de la vie quotidienne (on « sort » davantage, on abandonne les principes de la morale traditionnelle, on écoute passionnément le message des chansonniers, on critique la censure du cinéma, etc.), il reste que pas plus de 5 % de la masse étudiante ne participe réellement au mouvement étudiant dans la région métropolitaine : ce sont les évaluations des ex-dirigeants de la PEN.
- Malgré ce manque évident de participation de la part du milieu qu'elles sont censées représenter, les diverses associations étudiantes reçoivent énormément de publicité de la part des mass media : la réforme scolaire a pris valeur de mythe, tout le monde s'occupe de « l'espoir du Québec », la jeunesse, et singulièrement la jeunesse étudiante ; dans les journaux, les étudiants ont des amis : Jacques Guay est passé à *La Presse*, avec Jean Sisto, Luc Beauregard, Gilles Daoust, puis par la suite Gilles Gariépy. Au *Devoir*, Real Pelletier, Jules Leblanc, etc. Le moindre communiqué de l'AGEUM ou de la PEN est bien « placé » dans les journaux, et les éditorialistes, Renaude Lapointe en tête, se penchent avec sympathie sur les revendications de « l'élite de demain ».
- Chez les leaders, on dénote des préoccupations stratégiques très poussées. Au niveau de leurs associations, ils reproduisent très fidèlement les schèmes d'action et de pensée (et jusqu'au langage, au type d'habillement) des hommes politiques « adultes ». On élabore des plans, on « tire des ficelles », on utilise un langage posé, on participe à maintes rencontres officielles », on rédige des communiqués, on participe à

divers « comités conjoints ». Pour mieux illustrer cette caractéristique des « pionniers » du mouvement étudiant, prenons le cas de la campagne pour le vote à 18 ans.

L'idée de l'obtention du vote à 18 ans est d'abord lancée en 1961 dans le journal *Vie étudiante* (organe officiel de la JEC, très autonome en pratique, dirigé par Gilles Gariépy, Jean-Claude Leclerc, Paule Beaugrand-Champagne, etc.). Les initiateurs véritables de cette campagne sont cinq, très exactement cinq, dont Gariépy. Ils réussissent à organiser une véritable campagne de presse autour de ce thème : dans les journaux étudiants, et dans la presse professionnelle. En quelques mois seulement, 40 éditeurs se prononcent en faveur dans les journaux étudiants, et les éditorialistes professionnels emboîtent le pas : Laurendeau, Ryan, Pelletier, à qui l'on fait valoir que le rajeunissement de l'électorat aurait des effets positifs sur le développement du Québec, tout en contrant les résistances d'arrière-garde aux objectifs de la Révolution tranquille, etc. Gérard Pelletier, convaincu, prie l'un de ses reporters (Jacques Guay) d'effectuer une série de reportages sur ce sujet. Au journal du Parti libéral, *La Réforme*, se trouve un ancien camarade de classe de Gariépy, Michel Lapalme... qui, à son tour, aborde le thème du vote à 18 ans. Pendant ce temps, les initiateurs de la campagne font un travail de persuasion dans les coulisses des partis politiques, aidés par l'un des fils de Daniel Johnson. On réussit à convaincre le parti de l'opposition, l'Union nationale, d'en faire l'un de ses chevaux de bataille pour s'attirer la faveur de la jeunesse. Le premier ministre Lesage est averti par Michel Lapalme (qui est le fils de Georges-Émile) que l'UN compte présenter un projet de loi en ce sens. Lesage décide de « couper l'herbe sous le pied » à son adversaire... et passe lui-même à l'action. Désormais, on aura droit de vote à partir de 18 ans. Or pendant toutes ces manœuvres, pendant qu'ils « jouaient » le Parti libéral contre l'UN et vice-versa, les initiateurs de cette campagne faisaient en privé le calcul suivant : les jeunes voteront RIN aux prochaines élections...

Il reste que malgré leurs sympathies indépendantistes, les leaders de l'époque sont fortement attachés au gouvernement libéral, à la fois parce qu'ils partagent les objectifs de Gérin-Lajoie (et de la Commission Parent) et surtout de Lévesque, qu'ils ne voient pas à court terme de solution de rechange au Parti libéral et qu'ils craignent par dessus tout le retour de l'UN. Ainsi, ils seront parmi les plus ardents défenseurs de la nationalisation de l'électricité en 1962, et en 1963, ils organiseront une marche sur le parlement de Québec (3 000 participants) pour appuyer les revendications du gouvernement Lesage vis-à-vis d'Ottawa : c'est l'époque où le gouvernement québécois revendique sa part des impôts, et où les étudiants réclament l'injection de fonds dans le système scolaire... entre autres choses, pour permettre l'établissement de la gratuité scolaire.

Au-delà de cette revendication, on commence à parler de cogestion. En février 1963, Pierre Marois déclare : « Nous revendiquons des structures à l'intérieur desquelles on nous accorde un droit de parole. À l'université, la cogestion académique et administrative. . . du moins pour tout ce qui touche aux services aux étudiants. » Tout en faisant état de ce principe (fort modéré dans la mesure où la cogestion ne s'appliquerait qu'aux services aux étudiants), Marois explique ici les objectifs du syndicalisme étudiant : la défense des intérêts de la classe étudiante, la démocratisation du système scolaire, la réforme de l'enseignement, la gratuité scolaire complète à tous les niveaux. L'étudiant, dit-il, est un jeune travailleur intellectuel qui fait partie intégrante de la nation. Il ne s'agit pas de corporatisme, le corporatisme étant « le refus d'analyser les causes profondes des difficultés sociales des étudiants et ne s'occupant que des besoins immédiats de ces derniers ».

Le 8 mars 1963, a lieu la première « journée syndicale d'information », au centre social de l'Université de Montréal. Les animateurs : Landry, Marois, Girard. Le sujet à l'ordre du jour : la fondation de l'UGEQ, l'Union générale des étudiants du Québec. Les délégués de l'Université de Montréal et de l'Université Laval endossent le principe, l'Université de Sherbrooke s'appête à emboîter le pas, et l'on forme un exécutif provisoire présidé par Landry. Mais tout ce temps, des querelles internes se déroulent dans les milieux étudiants : la Presse étudiante nationale, particulièrement forte dans les institutions préuniversitaires, n'entend pas se laisser évincer par les étudiants universitaires. Et ces derniers estiment qu'une union générale n'est pas viable sans la participation des étudiants des collèges. Ces derniers, par ailleurs, sont assez réticents à l'idée, à cause du risque d'expulsion (les autorités dans les collèges ne verraient pas toutes d'un bon œil la formation d'une centrale étudiante), et de la difficulté de s'organiser « syndicalement » dans de petites unités (moins de force et de cohésion qu'à l'université, où se regroupent des milliers d'étudiants). Enfin, les collégiens craignent l'emprise abusive des « universitaires ».

Pendant ce temps, le Québec est secoué par une évolution de plus en plus rapide : le RIN progresse, et surtout l'idée de l'indépendance, la revue *Parti pris* atteint et influence les leaders étudiants, le FLQ a fait son apparition, et dans les milieux de l'enseignement, on attend avec impatience la publication du premier tome du rapport Parent. De l'autre côté, c'est l'appréhension : les collèges classiques, regroupés dans la Fédération des collèges classiques, se savent menacés par les réformes que tout le monde pressent, et les protestations affluent de toutes parts contre l'orientation des travaux de la Commission Parent.

À Université de Montréal, pendant ce temps, l'AGEUM fait toujours porter son action sur la question de la gratuité scolaire et de l'aide financière aux étudiants, sur la mise en place de comités conjoints (on désire avoir « voix au chapitre »), sur la nomination d'un recteur laïc, etc. Les opérations qui réussissent sont celles qui ont trait aux revendications nationalistes (manifestation Gordon, manifestation McGregor) et aux revendications très pratiques (le coût des repas à la cafétéria, etc.). Quelques tentatives se font pour établir des liens avec le mouvement ouvrier : les leaders étudiants rencontrent les dirigeants syndicaux de la CSN et de la FTQ à diverses occasions, font la connaissance des « Copains de Saint-Henri » (qui fut, sous l'impulsion de Maurice Nadeau, le premier « comité de citoyens » à Montréal), et ils donnent leur appui à des grèves, en particulier celle des employés de soutien du Centre social, en 1962.

En novembre 1964, l'AGEUM, l'AGEL et l'AGEUS auxquelles se sont finalement ralliés les étudiants de la FAGECQ et des écoles normales, fondent l'Union générale des étudiants du Québec. Ses fondateurs, ainsi que les analystes des *mass media*, sont unanimes : il s'agit de la création d'un groupe de pression dont « l'influence se fera sentir à l'échelle du Québec », et qui « sera d'ici trois ans l'un des mouvements les plus actifs et les plus importants de la société ». L'UGEQ est officiellement le porte-parole de 55 000 étudiants. Premier président, Jacques Desjardins.

En théorie sinon en pratique, le mouvement étudiant québécois est définitivement lancé, structuré à échelle de la province. (On pourrait dire « à l'échelle nationale », puisque tout naturellement et sans discussion, les étudiants se retirent de la Canadian University Students, ou Fédération nationale des étudiants des universités canadiennes, en vertu de la thèse des « deux nations ».) Dorénavant, dans tous les colloques et dans les *mass media*, l'UGEQ siègera en bonne place, à côté de la CSN, de la FTQ, de l'UCC et de la Corporation des instituteurs catholiques (CIC), qui deviendra la Corporation des enseignants du Québec.

Les premiers leaders, les « pionniers », sont tous partis, ou à peu près. Les uns se sont engagés dans le journalisme professionnel, les autres dans l'administration publique ; d'autres sont à parfaire leurs études en France, ou à Londres ; d'autres, enfin, attendent l'occasion de se lancer en politique active. Leurs lieutenants vont prendre la relève.

LA « PARTICIPATION » AU POUVOIR : LES RÉFORMISTES

La naissance et la consolidation d'un mouvement étudiant panquébécois sert les intérêts du gouvernement libéral de l'époque, dans la mesure où les

revendications étudiantes l'aident à contrer les combats d'arrière-garde contre la réforme scolaire. Le gouvernement, et plus particulièrement le ministre de l'Éducation, a maintenant un « interlocuteur valable ». Néanmoins, malgré les apparences, l'UGEQ est un organisme fragile, et l'on verra tout à l'heure que, tout au long de l'existence de l'UGEQ, sa plus puissante affiliée, l'AGEUM, restera dans les faits le maître du mouvement étudiant.

Après Bernard Landry, Pierre Marois et Michel Vaillancourt, c'est Michel Pelletier qui, en juin 1965, est élu à la présidence de l'AGEUM, défaisant par 1 488 voix un candidat jugé plus radical, Serge Ménard (ex-directeur du *Quartier Latin*); 60 % des étudiants du campus ont participé à l'élection. On verra bientôt s'accroître les tendances (relativement) conservatrices à l'Université de Montréal, où la majorité silencieuse, longtemps subjuguée par les prestigieux leaders des premières années, va commencer à se manifester par l'intermédiaire des facultés « modérées » (Poly, HEC, Pharmacie, Droit en partie, Diététique, etc.). À l'UGEQ, le président Desjardins (dont le prestige n'est pas très grand chez les militants étudiants) est entouré d'une équipe forte : Daniel Latouche, Charles Gagnon, Richard Guy, Louis Legendre, Normand Lester. On étudie dès la fondation de l'Union un nouveau mode d'affiliation, sur une base régionale plutôt que selon les types d'institutions. Cette formule « menace » à la fois l'AGEUM et la FAGECQ.

En mars 1965, survient un événement qui va marquer le début de la rupture entre le gouvernement libéral et le monde étudiant : au cours du fameux débat sur la formule Fulton-Favreau (rapatriement de la constitution, formule d'amendement), le ministre René Lévesque, l'idole des étudiants, est hué à l'Université de Montréal alors qu'il prend la défense de la formule Fulton-Favreau. Pendant ce temps, à l'Université Laval, un référendum indique que 84,7 % des étudiants s'opposent à la formule Fulton-Favreau.

Pendant que l'UGEQ et l'AGEUM, chacune de son côté et parfois conjointement, multiplient les prises de position (sur l'aide financière inadéquate aux étudiants, sur la guerre du Vietnam, la reconnaissance de la Chine, la brutalité policière, le rapport Parent, etc.), les associations étudiantes sont aux prises avec des conflits internes, mais toujours au niveau des dirigeants.

Au printemps 1965, l'UGEQ et la PEN se disputent le futur journal étudiant panquébécois. L'UGEQ estime normal de contrôler cet organe d'information. La PEN estime que la chose lui revient de droit, puisqu'elle regroupe les journalistes étudiants du Québec. La PEN affirme craindre pour « la liberté de presse », dans un journal directement sous l'emprise des « hommes politiques » de l'UGEQ. Mais son plus important affilié, le *Quartier Latin*, se désolidarise de la position de la PEN, et en juillet 1965, l'UGEQ crée son propre journal sans collaboration directe de la PEN. Louis Falardeau, qui

vient du *Quartier Latin*, en assume la rédaction ; on le retrouvera plus tard à l'UGEQ.

À l'AGEUM, les relations entre le *Quartier Latin* et le conseil d'administration se détériorent. Alors que sous Landry, Marois et Vaillancourt, la direction du *Quartier Latin* et l'AGEUM avaient marché main dans la main, cette fois la lune de miel est terminée. À la suite d'un vote de blâme présenté par Poly contre le journal, l'équipe entière du *Quartier Latin* démissionne (Jacques Elliott, Michel Bourdon, Louis Falardeau, Christiane Richard, l'épouse de Jacques Guay). Quelques jours auparavant, des étudiants de Poly avaient procédé à un « autodafé » du *Quartier Latin*, à qui plusieurs éléments, sur le campus, reprochent de se faire « le porte-parole d'une seule idéologie, de s'abaisser à des conflits de personnalité, et d'entretenir une attitude négative vis-à-vis tout ce qui se fait dans les structures capitalistes ».

En même temps, deux membres de l'exécutif, Louis Legendre et Michael MacAndrew, remettent leur démission, dans un geste et pour des raisons qui préfigurent déjà de la grande contestation de 1968. Legendre, MacAndrew et l'équipe démissionnaire du *Quartier Latin* fondent un journal indépendant, *Campus libre* et publient, dans un style qui reste pompeux mais qui annonce une nouvelle orientation du mouvement étudiant, une sorte de manifeste en guise d'éditorial : « Nous sommes minoritaires, effroyablement minoritaires. Nous ne représentons personne si ce n'est nous-mêmes. Mais c'est maintenant, messieurs de la Droite, que nous sommes véritablement dangereux. Nous avons abandonné le mythe de la représentativité pour l'implacable logique révolutionnaire. . . »

La FAGECQ, de son côté, mène un combat plus modeste et plus pragmatique, mais qui comptera dans la réforme scolaire. Pendant que les collègues classiques luttent pour leur survie en attendant la fondation des futurs « instituts publics » (qui seront rebaptisés CEGEP) et réclament le financement par l'État du secteur privé, la FAGECQ multiplie ses représentations auprès du gouvernement dans le but d'accélérer la création des « instituts » et d'empêcher l'État de financer intégralement le secteur privé. Cela, sans abandonner la revendication devenue traditionnelle du milieu étudiant : une aide financière accrue pour les étudiants qui en ont besoin, dans l'optique d'une « accessibilité générale à l'éducation ». Sur ce point, tous sont d'accord, et l'UGEQ en fait l'un de ses principaux chevaux de bataille, demandant en août 1965 au gouvernement d'empêcher les collèges et les universités d'augmenter leurs frais de scolarité.

Sur le plan pratique, l'UGEQ tente de se consolider ; en collaboration avec le mouvement coopératif, elle fait mousser en milieu étudiant le projet de coopératives : le pouvoir d'achat des étudiants, à cette époque, est

estimé à 159 millions. L'UGEQ demande au gouvernement de prévoir, dans les plans des futurs instituts, des locaux pour les coopératives, des programmes de cours sur le mouvement coopératif, etc. Une certaine collaboration avec le gouvernement n'exclut pas, toutefois, quelques prises de bec. En octobre 1965, l'UGEQ publie un communiqué que certains observateurs jugent « d'une rare violence », où l'on dénonce « la mauvaise foi » et « l'incompétence administrative » du ministère, qui laisse sans réponse les réclamations au sujet des locaux et de la gratuité scolaire. Surpris par ce nouveau ton, le sous-ministre Bergeron reproche à l'UGEQ son attitude « cavalière ».

C'est vers cette époque que l'UGEQ, toujours dans le but de se consolider et (au fond) d'aller recruter de nouvelles cotisations, invite instamment les associations étudiantes anglophones à joindre ses rangs, avec la promesse qu'on respecte le bilinguisme dans une certaine mesure. McGill tiendra sur la question deux référendums. Ses étudiants sont âprement divisés sur la question : les uns (dont la présidente du Students' Society et les éléments les plus à gauche du campus) tiennent à s'intégrer à la société québécoise, donc à l'UGEQ. Les autres craignent ce statut de minoritaire qui les guette, en même temps que l'obligation qui leur sera faite en vertu de la charte de l'UGEQ de se désaffilier de la CUS (pancanadienne). L'UGEQ, disent-ils, se prononcera sûrement pour l'indépendance, elle favorise déjà l'unilinguisme. . . Au dernier référendum, l'affiliation à l'UGEQ est battue.

À l'issue du référendum, les dirigeants de l'AGEUM, son président en tête, ne cachent pas leur satisfaction. D'ailleurs, Michel Pelletier avait sans doute lourdement influé sur le vote à McGill. Dans un geste stratégiquement calculé, il avait prévenu publiquement les étudiants de McGill, à la veille du référendum, qu'ils trouveraient en l'AGEUM, si jamais ils entraient à l'UGEQ, un farouche défenseur de l'unilinguisme et de « l'affiliation unique » (c.-à-d. interdiction d'être à la fois membre de l'UGEQ et de la CUS). L'une des raisons qui motivaient les dirigeants de l'AGEUM, c'était la certitude que les associations anglophones auraient à l'UGEQ la balance du pouvoir, par suite des divisions en milieu francophone (en particulier entre les étudiants universitaires et pré-universitaires). L'UGEQ, de même qu'une partie du C. A. de l'AGEUM, blâme vigoureusement M. Pelletier pour cette « initiative » qui enlève à l'UGEQ la possibilité de représenter l'ensemble des étudiants du Québec. (Par la suite, toutefois, les associations de McGill, de Sir George, Loyola et Mariannapolis s'affilieront à l'UGEQ.)

Au congrès de l'UGEQ, cette année-là, la lutte électorale est particulièrement vive et âpre. Robert Nelson, qui se présente contre le vice-président sortant, Richard Guay, est élu avec un programme qui insiste sur les méthodes d'animation. Mais avant le vote, nombre de tractations de coulisses se sont

effectuées, à tel point que le reporter Gilles Gariépy en rend compte ainsi dans *La Presse* : « La fièvre électorale a enflammé le congrès pendant 24 heures complètes, la nuit de samedi à dimanche ayant été marquée par de nombreux conciliabules. » À ces élections, un nouveau leader (précédemment actif au sein de la PEN) émerge, Robert Tessier, qui devient secrétaire général.

Le thème du congrès était « la socialisation des professions ». Un document soumis par l'exécutif sortant proposait également la nationalisation des institutions privées d'enseignement. Ce dernier point fut accepté par l'assemblée au terme de discussions longues et confuses, mais en ce qui concerne la socialisation des professions, les délégués furent réticents jusqu'à la fin. On vota au bout du compte une formule de compromis, où l'État aurait certains contrôles sur l'exercice des professions et non sur les professionnels eux-mêmes. Cet incident indique à coup sûr que si les étudiants s'entendent sur la gratuité scolaire, son corollaire (la socialisation des professions en échange de l'effort collectif des contribuables) était fort peu accepté par les futurs « professionnels ».

1966 : d'un côté comme de l'autre, on revendique toujours l'abolition des frais de scolarité à tous les niveaux et, à court terme, une aide financière accrue en bourses. Les revendications nationalistes se cristallisent partiellement sur cette question : il faut que le Québec récupère des fonds d'Ottawa puisque l'éducation est ici une priorité.

On prépare des mémoires, on forme des commissions d'étude, on découvre avec enthousiasme les méthodes de l'animation, on publie communiqué sur communiqué, on prend position sur les affaires nationales et sur les affaires internationales. Plus concrètement, la PEN tente (en vain la plupart du temps) de défendre des journalistes étudiants expulsés de leur collège, et répand dans le milieu son « code d'éthique » préparé par Gariépy.

Il est intéressant d'en signaler quelques articles :

- « [...] le journal étudiant doit tendre constamment à l'objectivité et doit éviter de manipuler l'information à l'avantage des causes ou de l'idéologie dont il peut, par ailleurs, se faire le défenseur... »
- (il a le devoir) d'être particulièrement respectueux [...] de l'intérêt général par opposition aux intérêts particuliers, de toutes les croyances, idéologies ou opinions qui ont cours dans le public étudiant.
- Lorsque le journal, en tant que tel, appliquera une politique éditoriale basée sur une idéologie ou un système d'opinions arrêté, il se fera un devoir de s'y référer clairement. Cependant, le journaliste étudiant a le devoir de s'interdire tout recours à une propagande systématique.

On verra plus tard à quel point ces principes, inspirés de ceux de la presse libérale bourgeoise, vont se trouver balayés en 1968. (Ils l'étaient d'ailleurs déjà au *Quartier Latin* en particulier.)

Février 1966 : l'UGEQ dénonce l'infiltration des Travailleurs étudiants du Québec par le Mouvement de libération populaire, alors assez actif en milieu étudiant. Les TEQ accusent l'UGEQ de vouloir prendre le contrôle total de l'action sociale étudiante... et l'UGEQ ne s'en cachera pas longtemps d'ailleurs. Jusqu'au congrès de mars, les leaders de l'Union s'occupent du conflit qui oppose les étudiants des Beaux-Arts et des Arts appliqués, qui font une grève de dix jours pour forcer le gouvernement à étendre le mandat du comité d'enquête sur l'enseignement des arts plastiques (comité Rioux).

À l'AGEUM, Édouard Cloutier est élu à la présidence... par acclamation mais de justesse : le candidat adverse serait arrivé quelques secondes après la clôture des mises en nomination, et le président des élections (Jean Prieur, qu'on retrouvera ensuite au cabinet Trudeau, puis au cabinet Bourassa) déclare Cloutier élu. Les deux principaux dirigeants de l'AGEUM, cette année-là (Cloutier et Gilles Grenier) sont des militants connus du RIN.

Au congrès de l'UGEQ (fin mars 1966), on est d'accord pour former un front commun sur la gratuité scolaire, et l'on adopte une résolution selon laquelle un vote des deux-tiers au comité de coordination engage toutes les associations-membres. La résolution, évidemment, suscite l'opposition farouche de l'AGEUM. On fait en outre planer une menace de grève généralisée pour accélérer le règlement du conflit des Beaux-Arts.

La lune de miel avec une Révolution tranquille qui tire de l'aile est bel et bien terminée. Les déclarations de l'UGEQ dénoncent systématiquement « l'attitude paternaliste » du gouvernement, et le ministre de la Justice, Claude Wagner, est devenu une bête noire des étudiants que même l'ombre de René Lévesque, encore estimé, ne peut faire oublier. On continue à s'enthousiasmer pour l'animation sociale, qu'on imagine susceptible de « réveiller » la masse étudiante. Une trentaine de leaders vont suivre à l'Institut Desjardins, à Lévis, des cours d'animation sous la direction de Guy Beaugrand-Champagne. Robert Tessier, de son côté, explique curieusement aux reporters qu'« il s'agit de passer de la phase mystique à la phase bureaucratique du syndicalisme étudiants » (sic).

Mais animation ou pas (de fait, on en fait très peu dans la pratique), les étudiants suivent mal les mots d'ordre de leurs leaders. Ainsi, en mai 1966, l'AGEUM décide de boycotter la collation des grades pour appuyer la grève des bibliothécaires de l'Université de Montréal... Mais 71,8 % des diplômés se rendent chercher leur diplôme ; d'autres s'excusent par écrit de leur absence ; au total, on estime que seulement 11 % ont respecté le mot d'ordre de leur association. Un boycottage de la cafétéria, toutefois, donne en septembre suivant certains résultats : les étudiants respectent le boycott, et l'on fonde « une cafétéria parallèle », angle Decelles et Reine-Marie, qui

deviendra par la suite le Café-campus. Le même mois, l'UGEQ organise une marche sur Québec, où se rendent 40 leaders, qui défilent pacifiquement devant le Parlement. Il y avait des mois que l'UGEQ se battait sur cette question, à coup de communiqués, de déclarations et d'entrevues avec les ministres concernés.

L'UGEQ, qui avait ses représentants au comité chargé d'élaborer un plan progressif vers la gratuité à tous les niveaux, estime que le gouvernement ne fait rien pour régler la question. Elle revendique alors l'amélioration du système de prêts-bourses (dont le nouveau gouvernement UN vient de déterminer les modalités), l'acceptation par le gouvernement du principe de la gratuité à tous les niveaux, et l'adoption d'une loi-cadre sur les instituts (cette loi allait tôt après être déposée; c'est le bill 21 portant création des CEGEP).

Les relations avec le gouvernement se détérioraient d'autant plus que l'UN avait succédé au Parti libéral, et que seul un Marcel Masse pouvait plus ou moins échapper (et beaucoup moins que Gérin-Lajoie et Lévesque) à l'hostilité des leaders étudiants

Néanmoins, ceux-là ne sont pas toujours suivis par la base, même sur une question aussi éminemment concrète que l'abolition des frais de scolarité. Ainsi, au congrès de la PEN qui allait suivre la manifestation à Québec, le ministre d'État à l'éducation, M. Masse, réussit à se faire ovationner par les étudiants en s'attaquant précisément à l'un des objectifs prioritaires de l'UGEQ; à la consternation des dirigeants de l'Union, les délégués au congrès de la PEN applaudissent Masse qui déclare: « L'État n'a pas les ressources voulues pour instaurer la gratuité au niveau postsecondaire (il faudrait 335 millions) ni pour consacrer plus d'argent que prévu au programme de bourses aux étudiants. » (Ce disant, Masse faisait appel au sens social des étudiants, alléguant que la collectivité, plus particulièrement les travailleurs, n'avaient pas les moyens de défrayer l'enseignement universitaire.) Finalement, l'UGEQ acceptera comme un pis-aller le projet de loi sur l'aide aux étudiants (système de prêts-bourses qui fait appel aux banques).

À cette époque, l'UGEQ, bien implantée dans l'opinion publique sinon au sein de son membership, est de tous les colloques et pour toutes les bonnes causes (contre le bill 25, pour le bill 21, pour une seconde université française à Montréal, pour les grévistes de Lachute, elle participe aux États Généraux, s'inquiète de la répression policière, demande une enquête pour la faillite du studio 5316, et réclame dans un mémoire étoffé au Conseil supérieur de l'Éducation l'intégration des universités au secteur public de l'enseignement; réclame également une mesure qui fera quatre ans plus tard l'objet d'un règlement du ministère: que les écoles anglaises dispensent 40 %

du programme en français). En de qui concerne la loi des CEGEP, l'UGEQ fera pression de concert avec la FAGECQ pour protéger le secteur public contre les visées du secteur privé.

À l'AGEUM, qui, elle aussi, multiplie ses prises de position, on se heurte à l'indifférence de plus en plus généralisée de la part des étudiants. Au congrès d'octobre 1966, on attend 400 délégués. Il en vient 40. Le congrès devait durer deux jours et demi. Il se termine faute de participants, au bout d'une journée. Néanmoins, le mois suivant, l'AGEUM lance un ultimatum au gouvernement de l'URSS : « [...] lance un appel au gouvernement soviétique de prendre immédiatement toutes mesures utiles pour mettre fin à la persécution des Juifs en URSS. » La « Grande Visite » du Prêt d'Honneur, condamnée depuis longtemps par les leaders étudiants dans la mesure où elle constituait un « cataplasme » susceptible de retarder la gratuité scolaire, bénéficie cette année-là du concours de quelque 10 000 volontaires étudiants.

Fin novembre, autre conflit au sein du conseil d'administration. Les représentants de plusieurs facultés réclament la remise du pouvoir à la base et une transformation de l'AGEQ en un organisme de type fédératif. (L'UGEUM voit la chose d'un bon œil, dans la mesure où pareille réforme ferait éclater sa toute-puissante rivale, qui dispose d'un budget annuel dépassant le demi-million de dollars.)

Janvier 1967 : autre conflit avec la direction du *Quartier Latin*, accusé encore une fois de ne pas servir de porte-parole à l'AGEUM. La directrice, Nicole Fortin, remet sa démission avec son équipe. Le conseil d'administration décide que le bihebdomadaire sera le mardi « libre », et le jeudi consacré à l'information syndicale strictement dite. Cette opération coïncide avec une menace explicite formulée par le vice-recteur Paul Lacoste à l'AGEUM : l'Université pourrait en effet décider de cesser de percevoir les cotisations à la source, puisque le *Quartier Latin*, animé par « une équipe restreinte », transforme le journal en « feuille de combat ».

L'AGEUM, visiblement affaiblie, devient une proie facile. Déjà, quelques mois auparavant, toute une partie des efforts des « générations précédentes » avaient échoué sans que personne ne bouge sur le campus : la nouvelle charte de l'Université de Montréal laissait très peu de place aux représentants étudiants, à ses organismes directeurs. Cette année-là toutefois, l'AGEUM renforçait le secteur des services. Depuis plusieurs années, les distributrices automatiques étaient passées sous son contrôle, garnissant ses caisses de plusieurs milliers de dollars additionnels. On pense maintenant à se lancer dans le commerce de gros (papeterie, livres, disques). La coopérative de l'Association a un chiffre d'affaires de 35 000 \$. On prévoit que, d'ici la fin de l'année, il se haussera à 50 000 \$.

En juin 1967, l'Université de Montréal annonce une hausse de 30 \$ des frais de scolarité. En été, l'AGEUM demande à ses membres de ne rien verser au trésor de l'Université. Les chèques faits à l'ordre de l'Université de Montréal devront être envoyés à l'AGEUM, qui les placera en fiducie pour se donner vis-à-vis de l'Université une force de négociation, puisqu'il s'agit de forcer l'administration à renoncer à cette hausse. Fin août, l'AGEUM a reçu 3 100 réponses. Pour que l'action ait des chances de réussite, le minimum fixé était de 4 000.

Nouveau président : Jean Doré. À ses côtés, notamment, Mario Dumais et Richard Desrosiers.

Cet été-là, qui est celui de l'Expo, l'UGEQ se préoccupe principalement des conditions de travail des étudiants à l'Expo. Mais pendant ce temps, quelques étudiants s'engagent comme « scabs » chez Seven-Up, où se poursuit une grève maintes fois appuyée par les organismes étudiants.

L'automne est marqué par une manifestation d'envergure, ou plutôt par plusieurs manifestations contre l'impérialisme américain au Vietnam. Le 15 novembre, 500 étudiants marchent à Sherbrooke. Le 17, à travers la province, quelques « teach-in » et manifestations simultanées. À Montréal, 1 500 étudiants manifestent devant le consulat américain. La manif tourne à la violence : 50 arrestations, 20 blessés. Ce mois-là, les HEC se retirent de l'AGEUM. On s'attend à ce que trois autres facultés emboîtent le pas. En décembre, le conseil d'administration de l'Association formule d'autres griefs à l'endroit du *Quartier Latin*. Mais cette fois, on lui reproche de ne pas être assez engagé, ni assez agressif, et être trop « terne ». Les étudiants, la masse étudiante, sont de plus en plus absents de ce genre de débats.

En novembre 1967, la tendance à la désaffiliation se répercute à l'UGEQ : les étudiants du séminaire de philosophie, par un vote de 77 %, décident de se retirer de l'Union « qui ne consulte personne avant de prendre position ». Sir George reprend un vote d'affiliation, remporté par une très mince majorité. À la veille de son troisième congrès, l'UGEQ devient la cible de plusieurs griefs. On lui reproche (comme à l'AGEUM) le dirigisme de ses leaders, la tutelle idéologique dans laquelle elle enferme ses associations membres, et plusieurs ne se privent pas d'affirmer publiquement par des lettres aux journaux, par exemple, que l'UGEQ, dans les faits, ne représente pas la moitié des 55 000 étudiants qu'elle est censée regrouper. Les associations régionales formées au pré-universitaire sont à l'agonie.

En novembre toujours, du nouveau à McGill : par suite d'une tentative de censure du *McGill Daily*, le journal des étudiants, 200 étudiants font un « sleep-in » dans un pavillon de l'Université. Parallèlement à l'association générale (le Students' Society), un nouveau mouvement commence à

se manifester, le Students for a Democratic University, animé par un jeune professeur de science politique qui s'appelle Stanley Gray.

Février 1968 : l'UGEQ déclare à propos de Vallières et Gagnon : « Jugez-les ou libérez-les ! ». Elle s'apprête à accepter dans ses rangs les étudiants de l'Université d'Ottawa, mais perd une autre association affiliée, celle des étudiants-maîtres du Québec. À son congrès annuel, aucun poste n'est contesté, et, contrairement aux années précédentes où les élections faisaient l'objet d'une chaude lutte, les nouveaux dirigeants sont élus par acclamation : Paul Bourbeau, Louis Falardeau, Louise Harel, Louis Gendreau, Claude Charron, Gilles Duceppe.

Le nouvel exécutif annonce qu'il fera parmi les membres un référendum sur le statut politique du Québec, ce qui veut dire que l'UGEQ s'apprête à se prononcer explicitement en faveur de la souveraineté. Elle se retire d'ailleurs des États Généraux « à cause de l'hypothèse de travail canadienne-française plutôt que québécoise ». En même temps, elle se radicalise sur le plan idéologique : l'UGEQ s'engage dans la lutte « contre l'impérialisme américain », réclame l'étatisation des universités (sur le modèle des CEGEP), et son exécutif annonce qu'il luttera pour « la transformation radicale du système d'enseignement et de la pédagogie sclérosée ». « Les réformes scolaires, propose-t-on, sont des cataplasmes qui recouvrent un mode de transmission du savoir dépassé, des décisions unilatérales et autoritaires, la juxtaposition incohérente de spécialités de toutes sortes... » Cette prise de position coïncide avec l'amorce de la contestation qui se produit en février à la Faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal, et à laquelle plusieurs des nouveaux leaders de l'UGEQ avaient participé. En mai, l'UGEQ organise une manifestation devant le consulat français, en solidarité avec les contestataires français. Quelque 150 étudiants y participent.

Avant d'aborder la troisième phase du mouvement étudiant, voyons un peu le tableau d'ensemble. Nous sommes à la veille de la rentrée de septembre 1968. Il y a au Québec 23 CEGEP, plus cinq institutions d'enseignement secondaire et collégial en régime d'association avec une commission scolaire régionale. L'année précédente, il y avait 12 CEGEP en fonctionnement, ainsi qu'une vingtaine d'institutions associées. La Fédération des collèges classiques, forte de près de cent membres au début de la décennie, n'en a plus qu'une quarantaine.

Les CEGEP, créés à un rythme excessivement rapide, vont entreprendre leur deuxième année d'existence. Ils sont pour la plupart administrés par les anciens directeurs des collèges classiques, les professeurs sont fort peu préparés au changement de régime, le secteur technique s'intègre très difficilement aux nouvelles structures. Au cours d'un colloque à la Faculté des sciences

de l'éducation de Laval, le président et le vice-président de la Commission Parent prédisent que le Québec se dirige vers une crise sérieuse si la collectivité continue de former tant de jeunes en vue de l'université et de négliger le secteur professionnel. Un peu partout, d'abord à voix basse puis plus fort, on commence à parler du manque de débouchés : l'Université de Montréal pourra-t-elle à elle seule accueillir tous les futurs diplômés des CEGEP de la région ? Et le marché du travail pourra-t-il absorber cette main-d'œuvre mieux qualifiée que les générations précédentes, mais brusquement multipliée par la démocratisation du système d'enseignement pré-universitaire ?

À l'AGEUM et à l'UGEQ, la direction appartient maintenant à des étudiants qui tranchent complètement avec l'ensemble de leurs prédécesseurs et qui ont participé, pour la plupart, au mouvement de février à l'Université de Montréal.

À l'AGEUM : Aldéi Darveau, Janine Dallaire, Jean-François Léonard, Robert Pagé. À l'UGEQ : Bourbeau, Falardeau, Harel, Charron, Gendreau, Duceppe.

La PEN a elle aussi changé d'allure, à peu près au même rythme. Traditionnellement, les « sessions d'étude » de la PEN servaient de tribune à des hommes politiques que peu de congrès « d'adultes » peuvent s'être vantés d'avoir réunis en deux jours, comme en témoigne le « menu » de la session de 1966 : Lévesque, Gérin-Lajoie, Arthur Tremblay, Marcel Masse, Bourrassa, Jacques Henripin, plus une véritable batterie de professeurs d'universités et de journalistes professionnels. Traditionnellement, les sessions d'étude de la PEN se caractérisaient par une atmosphère d'assez grand sérieux, les jeunes journalistes étudiants poursuivant de manière très appliquée l'apprentissage de diverses techniques d'information. En outre, visiblement impressionnés par les personnalités qui défilaient devant eux, les délégués de la PEN réservaient généralement un accueil poli sinon sympathique aux conférenciers invités. (On se rappellera notamment que lorsque le Frère Untel, retour d'Europe, déclara aux étudiants de la PEN : « Votre rôle, c'est d'étudier... les étudiants, cul sur chaise ! » et cela, précisément au moment où les leaders étudiants s'efforçaient de faire passer dans le milieu l'idéal de l'action syndicale étudiante, ces propos tombèrent dans un silence poli, et ne provoquèrent pas la moindre huée.)

Or voici qu'à la session d'étude de 1967, la PEN consacre à son tour la rupture avec le régime en place. Le thème : « Québec 67 : régression tranquille ? » François Aquin est accueilli en héros, Jean-Pierre Goyer, député fédéral, et Jérôme Proulx de l'UN sont mal reçus. Mais parallèlement à cette tendance à la radicalisation, la PEN commence à se désintégrer. L'année suivante, on attend 150 délégués au congrès. Il en vient à peine le tiers.

Le thème évoque déjà la « nouvelle culture » : « Nous aimons les fleurs et l'étude. » Là aussi, les nouveaux dirigeants élus sont déjà acquis aux principes qui sous-tendent la contestation d'octobre : Claudette Rodrigue, Luc Fournier, Jean-Pierre Dallaire. À cette occasion, la PEN lance une brochure qui recommande en substance de « brancher l'école sur l'actualité » ; c'est, en germe, toute la contestation du système pédagogique qui prendra de l'ampleur quelques mois plus tard.

À la veille de la première vague de contestation, il se dégage donc que :

- Les associations sont en voie de désintégration (et, en premier lieu, les grandes associations comme l'UGEQ, l'AGEUM ou la PEN), et l'ensemble du milieu étudiant perçoit plus clairement qu'il s'agit là de structures plaquées, animées par des leaders « du haut », au sein desquelles personne à la base ne se sent réellement impliqué. Malgré cette accumulation, pendant huit ans, de déclarations, de prises de position et d'initiatives diverses, la « masse » étudiante reste relativement amorphe et mal informée.
- Dans les milieux mieux informés et plus politisés (au sens large), de nouveaux courants surgissent très clairement : des éléments de la « nouvelle culture pop » (le pot, la musique, le désir d'être heureux ici et maintenant), une méfiance à l'endroit des partis politiques traditionnels qui va bientôt se transformer en indifférence totale, le refus de l'idéologie qui a sous-tendu la réforme scolaire (c.-à-d. idéologie libérale bourgeoise technocratique), le refus de la démocratie de représentation, etc. En somme, de nouvelles valeurs émergent, et en ce sens, il s'agit bien d'une révolution culturelle.
- Les nouveaux leaders, déjà acquis aux concepts qui porteront la contestation, ne croient plus vraiment aux associations qu'ils dirigent, conscients de leur manque de représentativité réelle.

N. B. : Signalons qu'à l'échelle de la province, très peu de leaders étudiants se sont manifestés à l'extérieur de Montréal. Qu'il s'agisse de la PEN ou de l'UGEQ (et, à un moindre degré, de la FAGECQ), presque tous les leaders qui ont compté dans l'évolution du mouvement étudiant étaient montréalais. Plus encore, jusqu'à un certain point, les leaders étudiants de 1960 à 1968 environ, ont formé une sorte de grande famille. Les « pionniers » (Landry, Marois, Gariépy, etc.) entretenaient souvent des relations d'amitié avec leurs successeurs, qu'ils avaient d'ailleurs plus ou moins « formés ». La notion de famille prend son sens littéral à la PEN, où Louis Fournier et ses cadets, Jacques et Luc, se sont tour à tour succédés à la direction de l'organisme. En somme, jusqu'à la « génération » de 1968 (et exception faite de « vieux » militants étudiants comme Falardeau, Bourbeau, Gendreau et Page),

le leadership du milieu étudiant est resté dans la famille. Une famille avec ses clans, ses amitiés et ses divisions internes. . . mais une famille.

LA CONTESTATION

C'est en février et mars 1968, à l'Université de Montréal, que s'amorce la vague de contestation qui atteindra son sommet en octobre suivant.

À ce moment, la Faculté des sciences sociales et le département de philosophie sont agités par des revendications qui sont le fait d'une infime minorité, mais qui prennent tout le monde par surprise, et qui laissent parfois les professeurs, même les plus à gauche. Un peu partout, en sociologie et en philosophie surtout, de petits groupes étudiants commencent à remettre en question la formule du cours magistral, sans hésiter à s'attaquer aux professeurs avec une rare violence verbale. On remet aussi en questions l'orientation « théorique » des cours, on commence à parler de « sciences sociales appliquées » (appliquées aux besoins de la société québécoise, des travailleurs québécois). On parle de « faire éclater » l'université, fabrique de futurs bourgeois. Signalons que ce mouvement se produit environ trois mois avant la révolte de mai en France. La majorité des étudiants sont éberlués ou révoltés devant l'intransigeance des nouveaux contestataires qui refusent toute forme de dialogue et qui s'appliquent à s'exprimer de la façon la plus « vulgaire » qui soit. L'Université réagit assez fortement contre ces « abus », et, devant un boycottage des cours et des examens qui se produit au département de philosophie, déclare que « l'application des règlements ne peut être négociée ». L'administration de l'Université reçoit pour cette position l'appui des doyens de faculté et de l'Association des professeurs de l'Université de Montréal.

L'été se passe. Début août, la PEN et l'UGEQ annoncent pour la fin du mois une session d'étude conjointe qui se déroulera au MacDonald Collège de Sainte-Anne-de-Bellevue. La PEN déclare que le thème de ses travaux, ce sera : « Provoquer. » « C'est, expliquent ses dirigeants, le mot d'ordre du programme étudiant et de ses luttes de l'automne. » Rompant complètement avec la tradition établie par la PEN, on n'invite cette année aucun conférencier sinon François Aquin, Maurice Nadeau (des comités de citoyens de Saint-Henri) et André L'Heureux (des comités d'action politique de la CSN), lesquels seront là non pour faire une conférence, conférence équivalant à cours magistral, mais en tant qu'animateurs, informateurs, personnes-ressources, etc. Il y aura, d'une part, des ateliers de discussion; d'autre part, des travaux pratiques; travaux pratiques permettant « la libre création » : crayons, dactylos, oui. . . mais aussi crayons-feutres, gouache, pancartes, microphones, des boutons « ti-pop », etc. Le programme de la PEN

comprend également une manifestation de solidarité avec les grévistes de la Victoria Precision.

Deux ans seulement auparavant, les jeunes journalistes étudiants s'appliquaient à rédiger des articles « comme les vrais journalistes », sous l'inspiration du code d'éthique cité plus haut. . . Cette année, à Sainte-Anne-de-Bellevue, ce sera le règne subit et brutal de la fantaisie, voire de la porno (une porno assez infantile, des pénis sculptés, dessinés, affichés partout, etc.). Il s'agit, selon les leaders de la PEN, de favoriser la « création libre, libérée et provocatrice », et c'est, instinctivement, le graffiti et l'affiche qu'on choisira comme nouveau mode d'expression. Les journalistes professionnels appelés à « couvrir » le congrès sont reçus avec une certaine hostilité, et fortement invités à « s'engager » plutôt qu'à assister à la session d'étude comme simples témoins. L'un des principaux « pionniers » de la PEN, Gilles Gariépy, alors chroniqueur de l'éducation au *Devoir*, le même Gilles Gariépy que les délégués de la PEN accueillaient naguère avec le tapis rouge, est obligé de s'asseoir par terre comme les autres (on a empilé les chaises dans un coin), et forcé d'expliquer qu'il est là seulement pour couvrir l'événement. « La PEN est morte », se dit Gariépy. C'était très vrai.

Une parenthèse : la transformation du mouvement réformiste en mouvement contestataire a effectivement changé la nature des relations entre les journalistes affectés à l'éducation et les étudiants (de la même façon qu'il y a eu de nouveaux rapports entre les professeurs et les étudiants à la faveur de la contestation). Les chroniqueurs de l'éducation des mass media sont maintenant habitués à se faire tutoyer d'emblée, à faire leurs interviews assis par terre, de la même façon qu'ils ont dû s'habituer à ne plus avoir de « porte-parole officiel » : on doit maintenant « détecter » les leaders. En outre, et particulièrement au début du mouvement de contestation (en 1968), la majorité des journalistes professionnels se sont heurtés à beaucoup d'hostilité. On leur reprochait tour à tour de faire du sensationnalisme avec les affaires étudiantes, de ne pas couvrir suffisamment les événements, ou encore, et surtout, de travailler pour des entreprises capitalistes. On utilisait le huis clos, on votait en assemblée générale pour ou contre la présence des journalistes. . . pire, de tel ou tel journaliste, jugé d'après ses écrits ou l'entreprise pour laquelle il travaillait, etc. On se servait consciemment et assez machiaveliquement des journalistes, leur donnant parfois de faux renseignements avec un très grand sang-froid, etc. Bref, la lune de miel entre le milieu étudiant et les journalistes était terminée. Pour ces derniers, ce fut une période pénible et, à la longue, très fructueuse.

Voyons maintenant ce qui allait remplacer le fameux « code d'éthique » de la PEN : « Le journaliste doit cesser d'être un agent de distribution de

nouvelles, un complice de l'ordre établi qu'il observe... Il est créateur, et il se sert d'un instrument privilégié pour agir. Ceci implique, en plus d'un contenu différent, une présentation formelle tout à fait renouvelée. Ce sera uniquement dans la mesure même où le journal étudiant sera créateur qu'il pourra se dire libre. » Il faut noter à ce sujet que deux ans plus tard, dans les milieux journalistiques professionnels, on commence à remettre en question sérieusement la notion d'objectivité (au sens traditionnel du terme). La semaine syndicale a lieu. Elle est très peu « couverte » par les media d'information, dont les représentants n'y sont d'ailleurs pas particulièrement bien venus. Quelques 500 étudiants y participent. Il y a de l'humour dans l'air : on rebaptise le pavillon du MacDonal'd College « Tché Laframboise », « La tour de la pilule » (résidence des filles), « La mangeoire » (la cafétéria).

Il y a de la contestation dans l'air : on parle des « événements de l'automne », et, à la fin du congrès, les délégués de l'UGEQ décident de se retirer des trois comités du ministère auxquels l'Union délègue des représentants (comité du plan d'accessibilité générale à l'éducation, comité de révision des prêts-bourses, et mission de la formation des maîtres). Il s'agit, disent les porte-parole de l'UGEQ, de « comités pseudo-consultatifs, inefficaces » ; il n'est plus question de cautionner la politique du gouvernement, qui fait croire à la population que les étudiants participent à ses travaux.

Auparavant, les journaux avaient fait leur proie d'une histoire « d'infiltration étrangère ». L'UGEQ, en effet, avait annoncé que Jacques Sauvageot, président de l'UNEF et l'un des principaux leaders de la contestation de mai en France, assisterait à la semaine syndicale de l'UGEQ (pas comme « conférencier », mais comme « informateur »). Le capitaine Jean-Paul Picard, président de la Fraternité des policiers de Montréal, déclare qu'il y aura « des morts dans les rues de Montréal » et qu'il faudra faire appel à l'armée pour « protéger les policiers de Montréal » (sic). Les éditorialistes passent à l'attaque, et l'on discute sur le thème des agitateurs étrangers, etc.

Pourtant, les dirigeants de l'UGEQ sont bien fermes : « Ce n'est pas Sauvageot ni personne d'autre qui va venir nous dire quoi contester et comment contester. Sauvageot ou pas, il y aura contestation : les étudiants sont psychologiquement prêts, à cause de l'autoritarisme et des méthodes répressives qui ont cours au Québec. » (Bourbeau)

Tout en reprochant aux journaux de faire du sensationnalisme avec l'affaire Sauvageot et la menace d'une contestation généralisée à l'automne, les leaders la prédisent sans arrêt. En août toujours, les étudiants du collège Saint-Ignace occupent le collège pour protester contre la décision du ministre de fermer l'institution « sans nous avoir consultés ». Ils réclament la cogestion. Claude Charron déclare que c'est là « le premier pas du mouvement étudiant de l'automne ».

Pendant ce temps, à McGill, un organisme qui se situe en marge de l'association générale, le SDU (avec Stan Gray) fait de plus en plus parler de lui. Et l'UGEQ (à qui les étudiantes-infirmières refusaient l'an dernier de s'affilier) continue de perdre du terrain. À l'Association générale des étudiants de l'Université de Sherbrooke, on déclare « qu'il n'y a pas de problème ici » et qu'« on ne veut plus rien savoir de l'UGEQ ».

Sauvageot ne viendra pas au Québec. Mais le Québec ne perd rien pour attendre.

LA RENTRÉE DE 1968

Le 4 septembre 1968, c'est la rentrée scolaire dans les 23 CEGEP du Québec : 35 000 étudiants. Les journaux en font la manchette, mais il ne se passe strictement rien.

Selon la tradition, l'exécutif de l'AGEUM se rend chez le recteur. Mais cette fois, c'est le recteur qui les a convoqués, pour conférer avec eux de la possibilité de désordres sur le campus; selon la tradition, le recteur estime qu'il sera normal que l'AGEUM et l'administration s'entendent sur un certain nombre de points – qu'ils en discutent, au moins. Et, bien entendu, à huis clos. Or les dirigeants de l'AGEUM s'amènent flanqués d'un reporter du *Quartier Latin*. « Pas de reporter », dit Gaudry. « Alors, pas de rencontre », disent les leaders de l'AGEUM. Après quoi, l'exécutif convoque une conférence de presse... mais « au nom personnel » des membres de l'exécutif seulement. « Nous ne représentons pas l'assemblée générale, nous ne parlons que pour nous-mêmes. » « Y a-t-il quelque chose d'organisé? » demandent les reporters. « Rien de planifié, répond-on, mais il y a du brassage chez les militants. »

Néanmoins, l'AGEUM consent à dresser une liste de revendications :

- la promotion par matières ;
- la reconnaissance de certaines équivalences ;
- l'abolition du cours magistral ;
- nouveau statut pour le professeur, qui devient, plutôt qu'un dispensateur autoritaire du savoir, un guide, un animateur ;
- abolition des examens, autoévaluation ;
- réorientation complète des cours en fonction de l'actualité : l'université doit s'engager à fond dans la société, et les recherches qui s'y élaborent, servir directement aux travailleurs ;
- décloisonnement des facultés ;
- représentation directe aux organismes directeurs de l'Université de Montréal ;

– abolition du huis clos à tous les niveaux.

Un mois plus tard, l'AGEUM publie un sondage qu'elle a fait réaliser par CROP, au coût de 18 000 \$. Cette petite brochure, qui contient les résultats de « l'évaluation des professeurs par les étudiants », fait trembler le campus tout entier. En sous-titre : « 6 % des professeurs seraient acceptables ».

Le 8 septembre, rencontre « d'information mutuelle » entre le ministre de l'Éducation, Jean-Guy Cardinal, et l'exécutif de l'UGEQ. Pour la première fois, les journalistes sont admis – selon le désir de l'UGEQ, d'ailleurs, auquel se plie Cardinal. Les leaders étudiants ne demandent rien, ne revendiquent rien. Ils se contentent d'avertir le ministre que désormais, « nous prendrons ».

« Nous ne représentons pas l'ensemble des étudiants du Québec, disent les dirigeants de l'UGEQ au ministre, et vous auriez tort de faire croire à la population que vous consultez régulièrement les étudiants sous prétexte que vous rencontrez épisodiquement leurs dirigeants. » Le dialogue? La participation? Impensable, à l'intérieur des mécanismes actuel. Pour dialoguer, il faut être sur un pied d'égalité. L'université? C'est une façon d'entretenir la notion de classe dirigeante et de classe dirigée.

Septembre se passe. Tout va bien. Les éditorialistes respirent.

L'EXPLOSION

Le 8 octobre, manchette à la une : depuis 5 heures et quart, les étudiants occupent le CEGEP Lionel-Groulx, à Sainte-Thérèse. Une assemblée générale a voté pour l'occupation par 509 voix contre 313 et une délégation est allée dire au directeur général de quitter immédiatement les lieux. On forme des comités d'occupation (qui vont de l'organisation du ravitaillement à l'élaboration de nouveaux schèmes théoriques). On laisse les professeurs entrer – mais les membres de l'administration sont « interdits » sur le campus. Très tôt, deux « leaders naturels » (dont personne, en dehors des milieux étudiants, n'avait jamais entendu parler) émergent : Réal Valiquette et Denis Drapeau. L'UGEQ fait immédiatement part de son appui total aux occupants, et annonce qu'il y aura d'ici trois jours des assemblées générales dans tous les CEGEP de la région montréalaise.

Les premiers griefs des étudiants de Lionel-Groulx se résument comme suit : la création d'une deuxième université française à Montréal retarde toujours... « Où irons-nous, nous les Cégépiens? » On réclame aussi l'amélioration de la formule des prêts-bourses. (Mais on verra plus tard que ces revendications, auxquelles le ministre allait répondre somme toute assez positivement, recouvraient d'autres malaises, autrement plus profonds.)

Le directeur du CEGEP, interrogé par les reporters, déclare qu'il déplore le fait que le président du syndicat étudiant ait refusé de le rencontrer. On lui aurait répondu : « Vous saurez ce que nous pensons par la voix des journaux. » Trois jours plus tard, six CEGEP sont occupés, totalement ou en partie : Maisonneuve, dans l'est de Montréal, Édouard-Montpetit, à Longueuil, Bois-de-Boulogne dans le nord, Rosemont, Valleyfield et Hull. Dans les CEGEP de Chicoutimi, Sainte-Foy, Saint-Laurent, Saint-Jean et Ahuntsic, on tient des sessions d'étude. À l'Université de Montréal, les étudiants de science politique (surtout au niveau du Bac I et du Bac II) boycottent les cours. À Rigaud, collège privé, on annonce une journée d'étude. L'UGEQ se réunit d'urgence avec 40 délégués de tous les coins de la province ; mais ces derniers rejettent une proposition visant à organiser dans toutes les maisons d'enseignement des assemblées générales où la question de l'occupation serait au feuilleton. On rapporte de Lévis qu'à la régionale de Tilly, 5 000 manifestants auraient défilé et qu'à la régionale Louis-Fréchette, 150 étudiants seraient en grève.

L'UGEQ répète que ce n'est pas à elle d'ordonner une grève générale : c'est à la base, dans tous les CEGEP, qu'il revient d'en décider. Cardinal, de son côté, blâme les occupants, propose le dialogue, réaffirme que la deuxième université française de Montréal ouvrira en septembre 1969 mais qu'on ne peut pas la fabriquer comme ça pour demain matin, et répète qu'il est financièrement impossible, pour la province, d'augmenter le montant des bourses d'études¹.

Le samedi 12 octobre, le bilan s'établit comme suit : 17 institutions occupées (dont six CEGEP à Montréal et neuf en province). À l'Université de Montréal, la Faculté de philosophie est occupée. La veille, de 500 à 1000 étudiants des écoles secondaires de Montréal avaient manifesté dans le désordre le plus complet, sans itinéraire, mais pacifiquement et joyeusement, dans les rues de Montréal, se promenant d'un CEGEP à l'autre. . .

De partout viennent des appuis au mouvement contestataire. . . des appuis verbaux sous forme de communiqués aux média d'information : la CUS, le SPUM (Syndicat des professeurs de l'Université de Montréal, qui regroupe les professeurs de gauche), Fédération des coopératives étudiantes, etc. L'UGEQ, de son côté, déclare qu'il n'est pas question de dialoguer avec personne, « ni avec Bertrand, ni avec Lesage, ni avec la rue St-Jacques ».

La liste s'allonge : l'AGEUM convoque une assemblée générale de toutes les facultés. Les 800 étudiants présents votent en faveur de journées d'étude. Ceux qui osent dire au micro qu'il n'est pas nécessaire de « contester globalement la société » (on pourrait, disent-ils, se limiter aux problèmes étudiants) sont abondamment conspués. À McGill et dans les autres institutions anglophones, on prévoit des assemblées générales. Il faut toutefois préciser qu'en

milieu universitaire, la contestation a été beaucoup moins forte et étendue qu'au collégial. À tel point qu'on a pu dire par la suite que les étudiants universitaires avaient emboîté le pas, timidement et fort maladroitement, à leurs cadets ; en outre, signalons qu'à l'université, la contestation s'est généralement limitée aux premières années – le premier cycle, c.-à-d. le baccalauréat spécialisé.

Les Beaux-Arts sont occupés, l'Institut de Technologie aussi. Et puis le CEGEP du Vieux-Montréal, Ahuntsic. Dans certains cas, il y a des manipulations évidentes, et un scénario se répète : une première assemblée générale vote contre l'occupation par une faible marge ; on décrète un vice de procédure, on reconvoque l'assemblée générale, et les partisans de l'occupation l'emportent par une mince majorité.

D'un endroit à l'autre, les griefs varient : à Lionel-Groulx, on déclare l'administration incompétente, mais à Maisonneuve, on ne s'en plaint pas. À Chicoutimi, on proteste contre un système de transport inadéquat et on réclame la cogestion, etc. Dans ce fouillis global, où l'information fait terriblement défaut et où personne ne parle au nom de personne, on saisit mal les revendications étudiantes².

Pendant ce temps, les directeurs des CEGEP évitent de tomber dans le piège de la répression. Ils font appel aux contestataires, les invitant à rentrer – ou plutôt à sortir ! –, mais sans laisser planer une menace de sanction pour ceux qui ne répondraient pas à l'appel. C'est le mois suivant, une fois le mouvement apaisé, que les CEGEP durciront leurs positions. Au ministère, on garde aussi une attitude relativement libérale, on évite soigneusement de jeter de l'huile sur le feu. Tout le monde a en mémoire le cas tout récent de l'irruption de la police à la Sorbonne (cet événement a eu pour effet de « propager » la contestation dans tout le Quartier Latin). Le ministre avertit quand même les étudiants qu'ils risquent de perdre leur semestre s'ils ne rentrent pas en classe lundi prochain le 21 octobre.

C'est alors que l'UGEQ organise à Montréal et à Québec deux marches simultanées pour ce même lundi après-midi, et décrète un boycottage général pour la journée de lundi. (Au même moment, la rumeur circule que les leaders de la contestation songent à former une Fédération des CEGEP, ce qui, inévitablement, affaiblirait sérieusement l'UGEQ.) Déjà le mouvement commence s'essouffler. Un peu partout, on prend des votes de retour en classe. Reste les irréductibles : Beaux-Arts, philo (à l'Université de Montréal), sciences sociales, sciences de l'éducation (à Laval), et les CEGEP du Vieux-Montréal, Édouard-Montpetit, Lionel-Groulx, Jonquière, Chicoutimi, Maisonneuve (où deux leaders se sont fait connaître : Louise Vandelac et Pierre-Paul Roy).

Le 21 octobre, de 5 à 10 000 étudiants défilent dans les rues de Montréal. Après avoir marché quatre milles, ils se rendent au Centre sportif de l'Université de Montréal, un des leaders de l'UGEQ réussit à éclipser Michel Chartrand par un discours passionné et bien structuré qui lui attire des ovations monstres. Il s'appelle Claude Charron. À Québec toutefois, la manifestation n'avait attiré qu'environ 250 étudiants.

Le 23 octobre, les étudiants du CEGEP Lionel-Groulx votent par 541 voix contre 111 en faveur du retour en classe. Même chose à Maisonneuve, à Édouard-Montpetit... Seuls les Beaux-Arts tiennent bon : dans un climat assez délirant, on élabore un projet d'autogestion. C'est là, d'ailleurs, que Landry recevra ses plus durs coups. Fort de sa qualité de « fondateur de l'UGEQ », de « pionnier du syndicalisme étudiant », Landry propose aux occupants des Beaux-Arts des discussions en bonne et due forme, avec des délégués de chaque côté, etc. On le force à venir négocier devant l'assemblée générale. « L'assemblée générale » est à peu près permanente et se termine parfois à l'aube, dans une atmosphère difficile à décrire : il y a là un mélange de terrorisme pur et simple et de chaleur humaine, de fantaisie délirante et de rigueur théorique. « Le syndicalisme étudiant vient de finir », se dit Landry. C'était très vrai.

Dans les CEGEP, pendant ce temps, occupants et administration forment une série de « comités conjoints ». Les étudiants passifs laissent les choses aller d'elles-mêmes, mais les étudiants militants, eux, rentrent en classe très profondément et très amèrement déçus. Plusieurs, de fait, quittent le CEGEP : c'est la première génération de « drop-outs ». Quelques-uns, devant cet échec, plongent dans la dépression nerveuse. Pour eux, cette expérience a l'effet d'un véritable traumatisme.

L'occupation a fait connaître à plusieurs l'expérience de la vie communautaire et de la fraternité. C'est à partir de cela que nombreux seront les jeunes qui s'installeront en groupes dans des appartements. Il serait trop long ici d'entrer dans le détail de la nouvelle idéologie qui commençait alors à se manifester à travers cette brusque révolte d'octobre, et qui à l'époque était d'autant plus confuse que les étudiants eux-mêmes avaient du mal à l'exprimer et qu'elle se dissimulait sous un fatras de revendications partielles et mineures.

On peut toujours tenter d'en résumer les grandes lignes.

- On abandonne le principe de la démocratie de représentation (la délégation de pouvoirs) au profit de la démocratie « directe » (c'est l'assemblée générale qui décide de tout, et c'est un comité de coordination qui exécute, son rôle n'étant que d'ordre technique). Il faut toutefois préciser que dans les faits, les leaders « naturels » influencent énormément les assemblées générales et le cours des événements. (Là où ils se

- séparent radicalement des leaders étudiants traditionnels, c'est qu'ils se refusent à prendre position sur tout et rien « au nom » des autres.)
- On abandonne la participation à des comités conjoints : la participation, à plus forte raison s'il s'agit de comités consultatifs, ne rime à rien quand on n'a pas vraiment le pouvoir de décision, et finit par « intégrer » au système ceux qui siègent à ces comités. Le dialogue est inutile, inefficace ; au mieux, il aboutit à des « réformattes » ; au pire, « on se fait fourrer » (tel est le slogan très répandu en 1968).
 - Le système scolaire inspiré d'une réforme libérale bourgeoise perpétue la société de classe, la société de consommation. Les CEGEP et l'université forment les futurs exploités, les futurs cadres de la bourgeoisie technocratique.
 - La pédagogie utilisée dans le système reproduit, justement, les structures aliénantes de la société (relation maître-élève, dominant-dominé), de la même façon que le pouvoir réel, dans les institutions d'enseignement, est entre les mains des administrateurs, des technocrates et des milieux d'affaires.
 - Les recherches et les travaux doivent être axés sur les besoins réels de la société, s'intégrer au processus de transformation globale de la société.
 - Plus concrètement, on parle d'autogestion. L'une des questions qui se posent en 1968, c'est la place qu'on réserve aux professeurs : doivent-ils participer à la gestion ?
 - Plusieurs valeurs traditionnelles s'effondrent. À la fois sous l'influence de la nouvelle culture et parce qu'au Québec les débouchés se font de plus en plus rares, les étudiants contestataires accordent de moins en moins d'importance au diplôme, à la notion de travail rentable, au prestige lié à certaines professions, etc. Une nouvelle aspiration se fait jour (une aspiration effectivement très neuve dans les milieux de gauche) : être heureux. Il faut noter ici qu'à l'instar des contestataires français, l'immense majorité des étudiants québécois ne connaissaient même pas le nom de Marcuse. La plupart n'avaient jamais lu Marx ni les théoriciens anarchistes (dont leur style d'action, pourtant, s'inspirait). Presque tous, enfin, se refusaient à s'engager dans un système idéologique précis ; mais tous, sur le plan pratique, étaient indépendantistes et socialistes, confondant tout naturellement et instinctivement deux courants de pensée que la revue *Parti pris*, en son temps, avait alliés à coup d'analyses théoriques.
 - Au début de la période de contestation, on assiste enfin à un immense défoulement qui, sous une autre forme, rejoint au fond le courant d'anticléricisme virulent qui s'était manifesté au début des années

1960 : on ne s'attaque plus aux curés (que cette génération-là ignore complètement), mais aux « convenances » linguistiques et aux tabous sexuels. On sacre systématiquement, on « provoque le bourgeois » en décorant les salles de représentations d'organes sexuels, on écrit « marde » partout, etc. Cette tendance va peu à peu se dissiper.

UN HIVER SOMBRE

À la mi-novembre, quelques leaders tentent de relancer le mouvement. Mais la réaction des autorités ne se fait pas attendre. À Chicoutimi, 11 étudiants sont renvoyés, le CEGEP ferme ses portes. Dans plusieurs autres CEGEP, les autorités émettent « la règle du 10 % » (si un étudiant manque 10 % des cours, il est passible de renvoi). À Maisonneuve, les autorités interdisent les assemblées et ferment la radio étudiante. On met sous clé l'auditorium, le gymnase et même la chapelle.

L'UGEQ organise, en protestation contre le « lock-out » de trois CEGEP (Jonquière, Chicoutimi, Lionel-Groulx) et contre la règle du 10 %, un « sit-in » aux bureaux montréalais du ministère de l'Éducation. Mais d'un peu partout, on commence à contester l'Union sérieusement³. On l'accuse être un organisme « bureaucraté », dépassé. Épuisé, le président de l'UGEQ, Paul Bourbeau, remet sa démission. Il déclare refuser de continuer à être le porte-parole, le « représentant officiel » du mouvement étudiant. Il réclame l'abolition du poste de président et l'institution d'une direction absolument collégiale. Les autres membres de l'exécutif ne sont pas d'accord : Bourbeau a manqué de leadership. Il faut quand même, disent-ils, quelqu'un pour coordonner les choses, pour jouer le rôle d'animateur.

Janvier 1969 : l'UGEQ s'enlise dans ses contradictions internes. Ainsi, les membres de l'exécutif convoquent une conférence de presse pour annoncer – mais à titre personnel seulement : ils ne représentent personne d'autre qu'eux-mêmes – qu'ils se prononcent officiellement pour l'indépendance politique du Québec

Vers la même époque, les dirigeants de l'UGEQ déclarent juger « normal » et « compréhensible » le vandalisme auquel se sont livrés les occupants du centre d'informatique de Sir George Williams. C'est, pour l'association des étudiants de SGW, « la goutte d'eau qui fait déborder le vase ». Elle se retire de l'UGEQ. Du côté de McGill et des autres associations anglophones, la récente prise de position indépendantiste rend leur affiliation encore plus précaire. Pendant ce temps, un certain nombre de cégépiens, sous la direction de Pierre-Paul Roy, pensent à fonder « Le Mouvement » qui, en marge de l'UGEQ, serait un regroupement plus souple et plus radical de militants.

L'exécutif de l'UGEQ affirme voir l'idée d'un bon œil. Par ailleurs, la centrale étudiante se trouve privée des cotisations des associations des CEGEP, ruinées par la contestation et de toute façon à peu près dissoutes.

Le 2 mars 1969, l'UGEQ recevra enfin son coup mortel. Le congrès de l'AGEUM vote la dissolution de l'organisme (quelques mois après, ce sera le tour de l'AGEL). Ce sont les membres de l'exécutif qui proposent la dissolution, devant une salle peu nombreuse et assez indifférente à la survie de l'AGEUM. L'UGEQ perd alors son principal support financier. À l'Université de Montréal, les étudiants s'arrangent quand même pour récupérer les fonds énormes dont disposait l'Association. Deux corporations à but non-lucratif sont formées : celle des services (machines distributrices) et celle de l'Office d'information, qui gèrera entre autres le *Quartier Latin* qui renâtra sous la direction de Roméo Bouchard, puis, l'année suivante, de Gilles Duceppe, sous une nouvelle formule. Par la suite toutefois, le *Quartier latin*, financé par la Corporation des services, sera acculé à la faillite, et l'Université de Montréal lui portera un coup mortel en obligeant les étudiants à décider par référendum s'ils sont prêts à le financer par une cotisation prélevée à la source : réponse, non⁴.

Pourquoi l'AGEUM s'était-elle sabordée ? Voici l'explication qu'en donnaient ses leaders :

- Il n'y a plus de consensus au sein du milieu étudiant. Il est plus logique, plus sain et plus normal de favoriser la polarisation des tendances : que la gauche se regroupe, que la droite se regroupe à l'autre pôle, que le centre aille où il veut bien.
- Remettons le pouvoir à la base, puisque l'essence même de l'AGEUM consiste en une direction par le haut, donc foncièrement antidémocratique. La base, en l'occurrence, ce sont les associations ou les comités d'action des départements (ou, dans certains cas, des facultés).
- L'AGEUM est une structure bureaucratisée qui fonctionne selon les principes et les méthodes de la « démocratie de représentation ». (Avant le congrès, d'ailleurs, l'exécutif de l'AGEUM avait décidé de retirer sa participation à tous les comités dans lesquels elle avait des représentants, y compris à l'Assemblée universitaire – huit sièges sur 80 – et à la toute neuve Commission Deschênes que l'Université de Montréal avait créée dans le but de répondre... un peu tardivement, il est vrai, à certaines revendications étudiantes.)
- Enfin, dans une optique révolutionnaire, les leaders de l'agonisante AGEUM espéraient que les étudiants, privés des services de l'Association, démunis devant l'administration, privés de porte-parole et d'un certain confort moral, auraient tendance à se radicaliser. Les heurts se

multiplieraient davantage, puisque l'administration n'aurait pas d'« interlocuteur valable » et qu'aucun problème ne pourrait se régler par les voies normales. . . Mais on verra plus tard que cet espoir ne s'est pas réalisé. L'Université de Montréal, d'abord désemparée devant la disparition de l'AGEUM, qui laissait le champ libre aux « agitateurs », eut tôt fait de renforcer ses services aux étudiants, qui agirent comme médiateurs dans tous les conflits. Et dans l'ensemble, la majorité silencieuse resta silencieuse.

LA MORT DE L'UGEQ

À la veille de son congrès annuel (du 12 au 16 mars, à l'Université Laval), l'UGEQ se trouve acculée à la faillite. Elle doit trouver 35 000 \$ d'ici trois mois.

Au congrès, dans la plus grande confusion, diverses tendances s'affrontent. Incapables d'en arriver à un embryon de consensus, les délégués décident de reporter la question de la restructuration (ou du sabotage) de l'UGEQ à un congrès spécial, en juin. . . Ce congrès n'aura jamais lieu. La dissolution de l'UGEQ, jamais officiellement votée, s'est faite toute seule.

Il convient de signaler que ce congrès, d'une certaine façon, allait marquer la fin de la bonne entente qui avait toujours régné entre l'ensemble du mouvement et les centrales syndicales : le président de la CEQ, Raymond Laliberté, est fort mal accueilli par les congressistes qui le jugent « réformiste », et même Michel Chartrand, de la CSN, est conspué par une partie de l'assemblée.

On voit maintenant que l'échec relatif de la contestation d'octobre a eu sur le climat du congrès une incroyable influence. Certains palabres interminables et nébuleux, certaines « conduites d'échec » peuvent sans doute être directement attribuées à ce traumatisme alors tout frais. Nul doute qu'un congrès étudiant à l'échelle du Québec ne dégagerait pas aujourd'hui la même atmosphère.

LE PRINTEMPS : MCGILL ET MAISONNEUVE

Mais déjà l'esprit des étudiants est occupé ailleurs, du côté de McGill, où se prépare dans la fièvre l'Opération McGill qui va se terminer le 29 mars [sic] par une immense manifestation à laquelle participent beaucoup de non-étudiants. L'Opération McGill est d'abord le fait du SDU, animé par Stanley

Gray et l'équipe du *McGill Daily*, alors entre les mains de jeunes anglophones marxistes qui en sont venus à adhérer aux principes de l'indépendance du Québec et de l'unilinguisme. McGill doit se mettre au service de la collectivité québécoise, sortir du giron de la haute finance, devenir français. Aux militants de l'intérieur, s'ajoutent ceux des CEGEP francophones et des universités et bon nombre de militants indépendantistes de partout. Après ces événements, qui firent les manchettes pendant de longues semaines, Stanley Gray est renvoyé de McGill, et les jeunes anglophones qui l'entouraient quittent peu à peu l'université. Plusieurs parmi eux vivront l'expérience douloureuse de « l'assimilation lucide » et volontaire, allant jusqu'à déménager dans les quartiers les plus modestes de l'Est de Montréal, et tentant de s'intégrer entièrement au milieu francophone. On les retrouvera plus tard à Saint-Léonard du côté du MIS.

Au printemps, une crise éclate au CEGEP de Maisonneuve : onze professeurs sont congédiés (plus précisément : leur contrat n'est pas renouvelé ; or ils ne sont pas permanents puisque c'est au troisième renouvellement de contrat seulement que vient le statut de permanent qui donne entre autres choses droit de grief). Sur ces onze, huit enseignants du département de sciences sociales et un bon nombre ont manifesté une certaine sympathie envers les étudiants contestataires. Le 10 avril, les étudiants réunis en assemblée générale exigent la réintégration des professeurs, la démission du directeur des services pédagogiques et la réforme de la commission pédagogique du collège. Le 16 avril, un groupe relativement important décide d'occuper le collège. La police fait évacuer les lieux. Le lendemain, on vote la grève par 526 voix contre 219. (Il s'agit d'un vote très fort, si l'on tient compte du fait que la période des examens approchait : faire la grève, c'était risquer l'année.) Le conflit dure plus d'une semaine. Mais en deux jours, le mouvement étudiant se désintègre.

Cette fois, les autorités du collège, avec l'appui implicite mais ferme du ministère (que Bernard Landry avait quitté après l'Opération McGill), adoptent dès le début une attitude dure. Le collège est patrouillé par des agents de sécurité, on installe des « barrages » devant le gymnase et l'auditorium, on effectue des contrôles serrés à l'entrée. La dernière semaine du conflit, 50 étudiants sont expulsés, six professeurs sont suspendus puis congédiés pour avoir participé aux assemblées étudiantes et au piquetage. En outre, trois professeurs démissionnent librement pour se solidariser avec leurs confrères non ré-engagés.

Les leaders étudiants : Louise Vandelac, Bob Dufour, Danielle Ribeau, Pierre Maisonneuve, Jacques Cossette-Trudel⁵. Cette fois, le mouvement étudiant a de nouvelles caractéristiques : les assemblées générales sont ordonnées,

les propositions de grève sont très clairement expliquées par les leaders avant le vote, on sent nettement, parmi les jeunes, de nouveaux rapports humains : une sorte de respect mutuel, une sorte de tendresse. Enfin, pour la première fois, on voit des professeurs (dans la vingtaine pour la plupart) se solidariser ouvertement avec les contestataires assistant aux assemblées, prenant la parole, participant au piquetage, etc.

Vers la même époque, il se produit dans d'autres CEGEP des non-réengagements massifs, qui touchent particulièrement les professeurs de sciences humaines. La sociologie, en particulier, est devenue « le bouc émissaire » de la contestation. Rappelons en particulier le cas Savard à l'Université de Montréal (Rémi Savard, anthropologue dont personne ne remet en question la compétence exceptionnelle, se voit refuser l'agrégation : il apparaîtra clairement que l'administration lui reprochait d'avoir ouvertement manifesté sa sympathie et son appui aux étudiants militants du département), et la fermeture du département de sociologie à l'Université de Moncton (où trois professeurs sur quatre sont renvoyés sous les pressions des élites acadiennes).

ENTRE LA CONTESTATION ET LA RÉCUPÉRATION : UN ÉQUILIBRE INSTABLE

À la rentrée scolaire suivante, à l'automne 1969, tous les milieux de l'enseignement sont sur les dents, bien que le conflit linguistique de Saint-Léonard occupe tout le monde. Que se passera-t-il en octobre ? Sera-ce « l'an II de la contestation » ?

Or survient le bill 63. Cette crise, sans guère de précédent dans l'histoire récente du Québec, va mobiliser le monde étudiant en tout premier lieu, mais les objectifs de la contestation passent au second plan. Il s'agit cette fois d'un très vaste front commun, où François-Albert Angers et Michel Chartrand militent côte à côte. À l'instar de très larges couches du milieu francophone, les étudiants sont saisis aux tripes et pendant une semaine les maisons d'enseignement se trouvent à toutes fins utiles paralysées, particulièrement dans la région de Montréal. Plusieurs facultés ne donnent plus de cours, les CEGEP sont partiellement désertés par les étudiants qui manifestent dans les rues, et la moitié des écoles secondaires de Montréal se vident. Le mardi, les étudiants du secondaire, du collégial et de l'université se rendront par milliers à un « teach-in » organisé au centre sportif de l'Université de Montréal, et le vendredi, c'est également par milliers qu'ils descendront à Québec, manifester devant le parlement.

En ce qui concerne l'action étudiante au moment de la crise du Bill 63, dégageons quelques points :

- Cette fois, il est manifeste que les administrations scolaires ont eu envers les étudiants qui quittaient les cours une attitude très conciliante ; d'une part, l'institution comme telle ne se trouvait pas menacée comme en octobre dernier ; d'autre part, nombreux étaient les cadres scolaires qui, au fond d'eux-mêmes, approuvaient le mouvement d'opposition au bill 63. Dans l'ensemble, aucune sanction n'a été prise par suite de ces débrayages. Les professeurs, de leur côté, ont pris part au mouvement mais dans une moins forte proportion que les étudiants.
- Comme en octobre 1968, l'action s'est organisée autour de « comités *ad hoc* », très spontanément pour les besoins de la cause, qui vécurent le temps de la crise. Cela consacrait une fois pour toutes l'abolition des associations structurées en milieu étudiant (particulièrement dans les CEGEP).
- Les élèves des écoles secondaires, cette fois, sont résolument entrés dans l'action, avec un enthousiasme et une spontanéité que déjà, les cégépiens (leurs aînés de deux, trois ans. . .) avaient perdue.
- Autour de cette question très simple, envisagée instinctivement comme une question de vie ou de mort du point de vue culturel (pouvoir ou non vivre en français et résister ou non à la tendance à la minorisation, par suite de l'intégration des Néo-Québécois au secteur scolaire anglophone), l'unanimité s'est faite en milieu étudiant. Jamais, ni avant ni après, n'a-t-on vu si peu de dissensions internes et si peu de discussions : on protestait, c'est tout. Il faut également signaler que contrairement à ce qu'ont prétendu bien des autorités en place et certains éditorialistes, les reporters qui ont « couvert » au jour le jour ces événements peuvent témoigner que l'ensemble du milieu étudiant était fort bien renseigné sur la teneur du bill 63.
- Enfin, le jour où le parlement, transformé en forteresse gardée par la police, a adopté en troisième lecture le Bill 63, une bonne partie du milieu étudiant, qui ne croyait plus déjà beaucoup aux partis traditionnels ni au système parlementaire, a perdu définitivement ses illusions. Ainsi donc, un très fort mouvement d'opposition populaire qui avait agi du début à la fin pacifiquement et dans la plus stricte légalité, se trouvait du jour au lendemain écrasé par un simple vote majoritaire au parlement. . . Restaient trois voies entre lesquelles, depuis ce temps, les étudiants oscillent : le PQ, le FLQ ou l'indifférence, la fuite dans l'individualisme le plus total, l'intégration résignée au « système ». Les dernières élections québécoises ont accentué ce premier traumatisme : sept députés pour 24 % du vote populaire. . . la Brink's, etc.

Précédemment, avait eu lieu la rentrée, la première, à l'Université du Québec dont les constituantes de Montréal, Trois-Rivières et Chicoutimi ouvrent. Créée aussi hâtivement que le réseau des CEGEP, l'UQAM va connaître cette année-là, comme les années suivantes, des heures très difficiles. Mais les étudiants, dispersés à Montréal entre six pavillons distincts, seront dans l'ensemble assez peu militants. Les plus radicaux refusent les modes de participation que leur propose la nouvelle structure (sièges au conseil d'administration, par exemple) et se concentrent au niveau des modules dont ils orientent d'ailleurs l'évolution dans une large proportion. C'est donc à la base seulement que les étudiants acceptent de participer au pouvoir. Quant à la masse des étudiants modérés, elle se contente d'ignorer les modèles de participation. Signalons qu'une petite crise autour de l'affaire Lapassade se déroule au printemps 1970 (en mars) : mais, malgré les manchettes que lui ont consacrées les journaux, il s'agit d'une crise mineure qui ne s'est pas réellement répercutée en milieu étudiant. C'est entouré d'un groupe restreint que le psychosociologue français fabrique son mouvement d'agitation.

À l'Université de Montréal, la Commission Deschênes publie son rapport, qui recommande en substance la participation paritaire des étudiants et des professeurs à tous les organismes directeurs de l'institution. Le rapport tombe dans le vide, dans l'indifférence générale, et l'administration en profitera pour faire réviser ce rapport jugé trop « risqué » et trop « avancé » (bien qu'il soit en réalité bien plus réformiste que révolutionnaire). Seuls les étudiants de Droit appuieront le rapport Deschênes, au cours d'une grève d'une semaine qui aura lieu l'hiver suivant.

Décembre 1969 : CROP publie les résultats d'une enquête réalisée à l'Université Laval ; interrogés sur l'occupation des CEGEP d'octobre 1968, 21 % des étudiants se déclarent favorables et aux objectifs et aux moyens ; 58 % favorables aux objectifs et non aux moyens ; 11 %, contre les deux. L'idéologie contestataire se retrouve principalement chez les étudiants de 19-22 ans qui proviennent des classes bourgeoise et moyenne et qui étudient en droit, en sciences sociales, en sciences pures et en arts. Les anticontestataires se retrouvent surtout en médecine. Chez les contestataires, on retrouve, dans une proportion du tiers environ, les « sujets les plus brillants » (dans le premier 10 % en ce qui concerne les résultats scolaires).

Au début des années 1970, quelques remous dans les écoles secondaires de Montréal. À cette époque, c'est le bill 62 (sur la restructuration scolaire de l'île de Montréal) qui occupe les milieux de l'enseignement. Mais les étudiants sont complètement absents de ce débat.

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Avril 1970 : c'est la campagne électorale. Un groupe d'étudiants contestataires, animés par Gilles Duceppe (*Quartier Latin*) et Pierre-Paul Roy, forment « L'Opération ça urge ! » Il s'agit de susciter en milieu étudiant un vaste mouvement d'appui au Parti québécois et de fournir au PQ des milliers de bénévoles dans tous les comtés. Les leaders ont d'énormes réserves sur le programme et sur les méthodes d'action du PQ : mais l'indépendance, ça presse, ça urge. Il faut se débarrasser du problème constitutionnel et aider le PQ à prendre le pouvoir.

Le 2 avril, grand « teach-in » au centre sportif de l'Université de Montréal, où Claude Charron, candidat péquiste, soulève l'enthousiasme des étudiants. Mais si plusieurs étudiants militent activement dans la campagne électorale (dans le comté de Maisonneuve, par exemple), si toutes les organisations de comté du PQ peuvent compter sur l'appui d'un bon nombre d'étudiants, du secondaire à l'universitaire en passant par le collégial, il reste que « L'Opération ça urge ! » a subi un échec relatif. Ses initiateurs en témoignent eux-mêmes. Le milieu étudiant est désorganisé, ses éléments les plus dynamiques sont à mi-chemin entre la contestation et la tentation de « dropper », de tout laisser tomber.

Vers la fin de l'été 1970, un problème se pose qui préfigure d'un très vaste problème à l'échelle du Québec : plusieurs centaines de diplômés tout frais émoulus des écoles normales se cherchent en vain un emploi dans l'enseignement. Or il n'y a plus de place pour les professeurs de français, d'histoire et de géographie notamment. Plus de place non plus pour ceux de sociologie, de science politique, etc. Le problème du manque de débouchés se pose avec plus d'acuité que jamais⁶. Plus de la moitié des chômeurs québécois ont moins de 25 ans. On n'a pas de chiffres précis là-dessus, mais on sait que le nombre des « drop-out » s'accroît sans cesse.

Octobre 1970 : c'est la crise du FLQ. Vers le 14 octobre, un mouvement de débrayage s'amorce en appui aux objectifs du FLQ et au contenu du manifeste. Certaines facultés (sciences sociales, lettres, psychologie, théologie) sont partiellement paralysées pendant deux jours. Dans les CEGEP, peu d'actions concrètes. Bien qu'un peu partout les étudiants se réunissent en assemblée générale pour voter des appuis au manifeste felquiste (ils sont en général plus réservés en ce qui concerne les méthodes du FLQ), à l'UQAM, l'administration décide avec la Loi des mesures de guerre de fermer les pavillons. Seul le pavillon des Arts (l'ex-école des Beaux-Arts) est ouvert, et occupé par un nombre assez restreint d'étudiants. Plusieurs leaders révolutionnaires (Charles Gagnon, Pierre Vallières, Robert Lemieux, Jacques Larue-Langlois,

etc.) s'adressent à des assemblées d'étudiants. Mais si l'on fait le bilan de ce mouvement (qui allait d'ailleurs se dissiper complètement, dans la peur et la passivité, avec la promulgation de la Loi des mesures de guerre), on constate qu'il est bien loin d'avoir eu l'ampleur qu'on « appréhendait » en haut lieu.

En février et en mars 1971, à la faveur du conflit qui oppose les enseignants et la partie patronale au sujet du nouveau régime de classement des maîtres, il se produit quelques mouvements d'agitation étudiante. En particulier au CEGEP du Vieux-Montréal, où la direction adopte la ligne dure ; multiples interventions policières, contrôles à l'entrée, etc. Les cours sont suspendus pendant plus d'une semaine, mais le mouvement étudiant paraît désorganisé et sans objectif très précis. À Saint-Laurent, autre conflit qui met aux prises les professeurs, les étudiants et le personnel de l'entretien d'une part, et la direction, d'autre part. Le collège est fermé pendant 10 jours. Le ministre de l'Éducation présente en Chambre le Bill 30 qui permet au gouvernement d'intervenir et de concentrer les pouvoirs ordinaires du conseil d'administration entre les mains d'un administrateur délégué, le temps que dure l'enquête officielle. Dans les écoles secondaires de la CECM (paralysées en février par la grève tournante des enseignants), de nombreux remous en milieu étudiant : mais cela reste partiel et confus. L'UQAM, de son côté, se trouve en mars largement paralysée par une grève du personnel non-enseignant. On constate que là comme à Saint-Laurent et à Édouard-Montpetit, les étudiants tentent de s'allier les membres du personnel. Chez les professeurs, on dénote le fractionnement du syndicat en temps de conflit – les uns nouant des contacts avec les étudiants militants, en marge de la structure officielle.

Les étudiants paraissent actuellement en équilibre instable entre la tentation de la contestation et celle de l'intégration. Dans les maisons d'enseignement, la drogue circule librement, bien qu'il se produise chez les plus militants une sorte de réaction contre « l'opium du peuple ». Par ailleurs, les institutions font de plus en plus appel à des « animateurs », et renforcent leurs « services aux étudiants ». Que se passe-t-il, au fond de tout cela ? Quels sont les grands courants qui agitent le milieu étudiant, au-delà de l'inertie apparente et de la confusion ? C'est peut-être au titre du film de l'ONF [*C'est votre plus beau temps* : voir note d'introduction] de tenter de répondre à la question.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. C'est sous réserve de nombreuses erreurs qu'il faut lire les faits rapportés pour cette période-ci (la contestation d'octobre), en ce qui concerne particulièrement le nombre et l'identité des institutions occupées. Il y a des cas clairs et connus, Lionel-Groulx et Maisonneuve par exemple. Mais nous ne disposons que des articles de journaux de l'époque. Or, partout, les journalistes ont été pris par surprise : pas assez nombreux pour se renseigner à chaque heure du jour sur la situation dans chacune des maisons d'enseignement de la province (à plus forte raison à l'extérieur de Montréal), incapables de se rendre sur les lieux pour vérifier les informations fournies par téléphone, et, pour la plupart, complètement désarmés devant les techniques de la contestation étudiante. . . dont les leaders, très souvent, ne se privaient pas pour donner de faux renseignements. Sur cette période, il n'existe aucun dossier précis. L'UGEQ, aussi démunie que les grands journaux, s'est trouvée débordée. Au ministère, c'était le règne de la nervosité. . . bien que le ministre de l'Éducation ait eu alors à ses côtés un précieux lieutenant, M. Bernard Landry, qui occupait le poste de « conseiller en contestation ».
2. À noter que dans les écoles secondaires, où les étudiants ne sont pas du tout organisés et où les autorités sont beaucoup plus répressives, le mouvement se répercute : à l'école secondaire du Mont-Lasalle, par exemple, quelque 700 étudiants occuperont les locaux pendant plusieurs jours, après avoir chassé le directeur.
3. À signaler qu'un petit groupe de contestataires avait occupé symboliquement les locaux de l'UGEQ au cours de la contestation d'octobre.
4. Par la suite, les facultés plus conservatrices, qui avaient, contrairement aux Sciences sociales par exemple, conservé leurs associations de faculté, tenteront de former une fédération à l'échelle de l'Université de Montréal. C'était surtout le projet de Polytechnique. Il n'a pas vu le jour jusqu'à présent.
5. Qu'on retrouvera un an et demi plus tard dans la cellule Chenier du FLQ. . . mais qui, à l'époque, se rangeait dans le camp des contestataires modérés : il était en effet parmi ceux qui ont participé à un comité professeurs-étudiants chargé d'aller « négocier » avec le ministère.
6. Vers la fin de l'année scolaire, on apprendra que ce problème touche maintenant des secteurs de pointe considérés comme en pleine expansion : ainsi, le génie forestier, certains secteurs de la technologie, l'informatique, etc.